



## FINANCEMENT DU PROCESSUS ÉLECTORAL

# Tshibala appelé à s'expliquer devant les députés



Germain-Kambinga



Bruno Tshibala

L'initiateur de la question orale avec débat, le député Germain Kambinga, voudrait obtenir les assurances du chef du gouvernement sur la tenue effective des élections le 23 décembre 2018. Bruno Tshibala est interpellé sur divers points, notamment le financement des élections à la lumière des dernières révélations faisant état des retards de décaissements du budget des opérations électorales par rapport au plan d'engagement budgétaire établi par la Céni. Germain Kambinga attend du Premier ministre des explications claires sur l'ensemble du processus électoral ainsi que sur des précautions à prendre en cas d'une tentative de déstabilisation du pays.

Page 3

## MUSIQUE

## NMB prépare un concert en hommage à son idole Bob Marley

En répétition depuis quelques semaines chez la Pina, Ntoto Mabila Bienvenu, alias NMB la panthère, qui se prépare à faire un come back mémorable sur la scène de Kinshasa, précise que « tout va bien jusque là ». Pas vraiment étonnant qu'il y revienne à l'occasion de la soirée en hommage à Bob Marley.

Le rappeur va livrer son concert au Chapiteau Planète J, le 11 mai, à la date anniversaire de la mort du roi du reggae dont il est l'un des fans inconditionnels. C'est donc vraiment à dessein que NMB a choisi de faire coïncider son come back sur la scène kinoise à la date anniversaire de la disparition de Bob Marley.

Page 5

## VIE DES PARTIS

## Francis Kalombo quitte officiellement le PPRD

Dans une déclaration faite le 7 mai, depuis l'Afrique du Sud, l'ancien cadre du parti présidentiel a indiqué qu'il avait pris ses distances avec cette formation politique qu'il a qualifiée de « bourreau cruel du peuple congolais ». Francis Kalombo, réputé très proche de l'opposant en exil Moïse Katumbi, a réitéré sa confiance à l'ex-gouverneur du Katanga avec lequel il partage les

mêmes convictions, un même socle de valeurs communes ainsi qu'une même volonté de rupture.

Il entend poursuivre le combat pour l'alternance aux côtés de ses compagnons d'« Ensemble » qui soutiennent la candidature à la présidentielle de 2018 de Moïse Katumbi dont le retour au pays est annoncé pour imminent.

Page 2



Francis Kalombo

## LINAFOOT/PLAY-OFF

## Sanga Balende bute sur Mont Bleu à Bunia



Sanga Balende

Certes vaincu depuis le début du Play-Off, Sa Majesté Sanga Balende, leader de cette étape du championnat national de football, n'a pas réussi à dompter Mont Bleu hier au stade Amani de Bunia, dans la province d'Ituri, en match comptant pour la 11e journée de Play-Off de la 23e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

Favori après sa précieuse victoire d'un but à zéro à Goma sur Dauphin Noir, le club sang et or de Mbuji-Mayi, coaché par Chico Mukeba, comptait empocher les trois points du succès contre l'un des petits poucets de cette phase du Play-Off de la Vodacom Ligue 1 afin de terminer premier de la phase-aller. Mais hélas !

Page 4

## ÉDITORIAL

## Menace

Comme il fallait s'y attendre, le président des Etats-Unis, Donald Trump, a retiré hier son pays de l'accord conclu avec l'Iran, il y a trois ans, dans le but de dissuader ce pays de se doter de l'arme nucléaire. Et, ce faisant, il a ouvert une boîte de Pandore qui n'est pas près de se refermer tant elle regorge de démons prêts à semer la désolation dans cette partie du monde.

Soyons justes cependant : même s'il a commis une grosse bêtise dont le prix pourrait s'avérer très lourd à brève échéance, il n'est ni le premier ni le dernier locataire de la Maison-Blanche à commettre ce genre d'erreur. Les guerres du Vietnam, de l'Irak, de l'Afghanistan, de la Libye, de la Syrie sont malheureusement là pour témoigner du fait que diriger la première puissance mondiale, loin d'inciter à la sagesse, nourrit les rêves les plus fous et donne à ceux qui la dirigent le sentiment qu'ils peuvent agir comme bon leur semble sur la scène planétaire. Avec les conséquences désastreuses que nous avons vécues hier et que nous allons sans doute vivre dans les prochains mois.

Croire que l'Iran se soumettra au diktat des Etats-Unis et mettra un terme à son programme nucléaire relève de l'illusion pure et simple. Pour au moins deux raisons : la première est qu'en se dotant comme Israël d'une arme de destruction massive, Téhéran pense être en mesure de dissuader Tel Aviv de l'attaquer un jour sous un prétexte ou sous un autre ; la seconde est que la détention de cette arme permettra à l'Iran de se positionner dans le petit groupe de nations qui prétendent diriger le monde et qui jouissent, entre autres, du statut de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

Que va-t-il se passer maintenant que Donald Trump a franchi le Rubicon en ne tenant aucun compte des mises en garde formulées par les pays comme la France et le Royaume-Uni ? Nul ne le sait, mais ce qui est hélas ! certain, c'est que le monde entre dans une nouvelle ère d'incertitude dont le pire peut sortir à tout instant. Avec comme résultat, si c'est le cas, l'éclatement d'un conflit régional que nul ne saura gérer et qui provoquera une déstabilisation durable, voire même irréversible de cette partie du monde.

Voilà qui rappelle fâcheusement une ère que nous pensions à jamais révolue.

Les Dépêches de Brazzaville

## VIE DES PARTIS

## Francis Kalombo quitte officiellement le PPRD

Dans une déclaration faite le 7 mai, depuis l'Afrique du Sud, l'ancien président de la Ligue des jeunes du parti au pouvoir a indiqué qu'il avait pris ses distances avec cette formation politique qu'il a qualifiée de « bourreau cruel du peuple congolais ».

Francis Kalombo, très connu dans le milieu politique congolais, est un acteur politique ayant longtemps œuvré aux côtés de la mouvance « kabiliste » dont il s'était fait le chantre avant de reconsidérer sa position. Ses rapports avec le régime en place ont commencé à se détériorer lorsqu'il s'est officiellement rallié à Moïse Katumbi qui n'était plus en odeur de sainteté avec le parti présidentiel qu'il avait quitté. L'ex-gouverneur du Katanga, en exil en Europe, pouvait compter sur cet allié de taille qui était censé gérer ses intérêts au pays. Avec des prises de position radicales, prenant à chaque fois le contrepied d'une majorité présidentielle dont il ne partageait plus les vues, Francis Kalombo serait devenu un homme à abattre. L'intéressé n'aurait eu pour alternative que de quitter précipitamment le pays pour se mettre à l'abri des menaces dont il aurait été l'objet. Des attaques exacerbées, notamment par son opposition à la modification de la loi électorale.

## Un soutien indéfectible à Moïse Katumbi

Actuellement membre de la plate-forme électorale « Ensemble pour le changement » initiée par Moïse Katumbi dont il soutient la candidature à la présidentielle de décembre 2018, l'ancien président de la Ligue des jeunes du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD) vient, à partir de l'Afrique du Sud, de décider de le quitter



Francis Kalombo

officiellement. Et par voie de conséquence, Francis Kalombo perd son siège de député à l'Assemblée nationale. « J'ai décidé, ce jour, de prendre officiellement congé du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie dont je suis un des membres fondateurs. Par conséquent, je remets avec émotion et gravité le mandat de député que le peuple congolais m'a confié (...) En janvier 2015, je me suis opposé avec force à la modification de la loi électorale. A chaque instant, j'ai défendu avec acharnement les plus vulnérables, les veuves et les orphelins », a-t-il déclaré dans sa communication faite le 7 mai. Tout en réitérant son soutien indéfectible à Moïse Katumbi, il a ajouté avoir quitté le PPRD qui s'est transformé « en bourreau cruel du peuple congolais ». Francis Kalombo a promis qu'il entend désormais cheminer politiquement avec Moïse Katumbi avec lequel il partage les mêmes convictions, un même socle de valeurs communes ainsi qu'une même volonté de rupture. « Ce combat, je le poursuivrai aux côtés de mes compagnons qui, comme moi, soutiennent la candidature de Moïse Katumbi afin qu'il devienne notre prochain président de la République », a martelé l'ancien cadre du PPRD.

Alain Diasso

## AIDE HUMANITAIRE EN RDC

## Plus d'un million de personnes assistées en 2017

Le secteur de la sécurité alimentaire a plus bénéficié de financements alloués au Fonds humanitaire, avec 10,2 millions de dollars américains qui ont permis de porter assistance à plus de trois cent trente mille personnes.

Le Fonds humanitaire en RDC vient d'indiquer que les 35,8 millions de dollars américains mobilisés en 2017 ont permis d'assister directement au moins 1,6 million de personnes dont 1,2 million de femmes et d'enfants, dans certaines provinces du pays.

Dans son rapport annuel 2017 publié le 4 mai, dressant le bilan

complet de ses activités pour l'année écoulée, le Fonds humanitaire en RDC a souligné que cette contribution a permis de financer quarante-trois projets humanitaires d'urgence à travers trente-six partenaires d'exécution, dont de nombreuses organisations non gouvernementales congolaises. « Dix-sept ONG nationales, soit 38% des financements, ont ainsi bénéficié d'un appui du Fonds humanitaire en 2017 ; les ONG internationales ont, quant à elles, reçu 46% des financements », précise le document.

Ce Fonds dit avoir répondu aux besoins les plus urgents, en com-

plément avec les autres bailleurs de fonds, dans le financement d'une réponse humanitaire multisectorielle. Il est, en effet, rappelé que huit pays donateurs dont l'Allemagne, la Belgique, l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède ont contribué au Fonds humanitaire de la RDC pour un montant de soixante-dix millions de dollars américains en 2017. Près de 60% des contributions ont été reçues, a précisé le Fonds humanitaire en RDC, à la fin de l'année 2017 et ont été allouées en début 2018.

Lucien Dianzenza

**LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE** Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaires des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila  
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :  
Adrienne Londole  
Chef de service publicité :  
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonzo

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## AUTO-PRISE EN CHARGE

## Température 40 veut accompagner les personnes vulnérables

**L'entreprise évoluant dans plusieurs domaines d'activités entend développer des générateurs de revenus pour sortir les albinos, pygmées et sourds-muets de la dépendance qui les humilie, en facilitant leur intégration et en réduisant la discrimination dont elles peuvent être victimes.**

L'entreprise Température 40, dont l'activité la plus connue du public est le bar non-stop situé à Lemba/Terminus, s'est résolue d'accompagner les initiatives des albinos, des peuples autochtones ainsi que des sourds-muets pour leur auto-prise en charge. A travers cette action, elle voudrait faciliter leur intégration et réduire la discrimination dont elles peuvent être victimes, en visant leur autonomisation en vue de les sortir d'une dépendance qui ne les honore pas.

Lors de la rencontre organisée le 8 mai à Lemba/Terminus à laquelle ont pris part les albinos membres de la Fondation Mwimba-Texas (FMT), les femmes membres de la Fédération congolaise des femmes autochtones (Fécoba) ainsi qu'une délégation des sourds-muets, le président-directeur général (PDG) de Température 40, Juvénal Djafari Kilongo, a expliqué les motivations et la procédure de cette action. Pour cet entrepreneur, en effet, l'objectif poursuivi était de mettre ensemble ces catégories de personnes discriminées en vue de leur permettre de mener des actions pour leur auto-prise en charge et leur autonomisation.



Les participants à la rencontre suivant les explications sur le programme de Température 40 / Adiac

Température 40, a-t-il dit, veut tout simplement appuyer ces catégories de personnes dans les initiatives productives de revenus qui permettront à chacune d'entre elles d'être autonome et indépendante. Juvénal Djafari Kilongo prévoit d'associer, dans cette initiative, les partenaires de son entreprise.

#### Des activités génératrices de recettes

La stratégie envisagée par Température 40 est notamment le regroupement de deux ou trois personnes issues de ces trois catégories pour gérer un business créé selon leurs capacités. « Ici, chacun sera responsabilisé et apportera son apport selon ses capacités et les bénéfices produits leur appartiendront », a expliqué Juvénal Djafari Kilongo qui a signifié que le programme sera établi par son

entreprise, avec des activités à réaliser. Les activités déjà en vue concernent les domaines de la boisson, l'agro-alimentaire, la coiffure, la cosmétique, etc.

Le PDG a également assuré aux personnes concernées la prise en compte des projets venant d'elles, bien qu'il y aura un programme établi par Température 40 avec des projets bien déterminés. Cette société appuiera aussi, a-t-il fait savoir, tout projet proposé par un membre de ces communautés s'il peut avoir un impact rapide et une influence positive sur la personne qui la propose ainsi que sur son entourage. « Tout le monde sait faire le commerce mais, il y a des particularités. Pour le moment, nous demandons à celui qui a une particularité de la faire savoir en vue de lui chercher une opportunité », a-t-il

dit, répondant à un sourd-muet. Pour Juvénal Djafari Kilongo, en effet, même dans l'immédiat, sa structure est capable de caser un membre de ces trois communautés dans un domaine de ses compétences.

#### Le loisir pour sceller l'intégration

Pour commencer ces actions, Température 40 compte organiser, dans un avenir proche, un match de football opposant les femmes albinos et autochtones ainsi qu'un autre opposant les albinos masculins aux sourds-muets. Il est également prévu, dans ce programme de départ, des combats de catch qui opposeront cinq techniciens athlètes du Catch club Inter Africa du champion Mwimba Texas à cinq autres athlètes qui seront invités. Pour les organisateurs, ces matches de football et ces combats de catch viseraient à

démontrer les capacités de ces personnes handicapées ou discriminées.

#### Une initiative saluée par les bénéficiaires

Les têtes d'affiche de ces catégories de personnes dont le catcheur albinos et président de la fondation qui porte son nom, Alphonse Mwimba Makiese Texas, maman Yvone de la Fécoba ainsi que les sourds-muets présents à cette rencontre ont félicité le PDG de Température 40 pour cette initiative qui vise à sortir ces catégories des personnes de la mendicité pour les rendre indépendantes. « Il veut nous apprendre à pêcher, pour assurer notre avenir, au lieu de nous donner du poisson pour ne manger qu'aujourd'hui », a déclaré Alphonse Mwimba Makiese Texas. Le président de la FMT a également appelé les bénéficiaires de ce programme à l'intégrité. « Nous devons avoir une bonne ligne de conduite en vue de faciliter l'atteinte des objectifs de ce programme », a-t-il conseillé, demandant à d'autres âmes sensibles d'emboîter les pas à Juvénal Djafari Kilongo qu'il considère comme un albinophile. En attendant, une réunion des représentants de ces communautés est prévue dans les prochains jours pour la planification des activités à retenir. Soulignons que Juvénal Djafari Kilongo a aussi promis d'obtenir des lunettes solaires pour les albinos membres de la FMT.

Lucien Dianzenza

## FINANCEMENT DU PROCESSUS ÉLECTORAL

## Tshibala appelé à s'expliquer devant les députés

**L'initiateur de la question orale avec débat, le député Germain Kambinga, voudrait obtenir les assurances du chef du gouvernement sur la tenue effective des élections, le 23 décembre 2018.**

Les scrutins prévus au mois de décembre auront-ils effectivement lieu ? Cette question taraude bien des esprits par ces temps qui courent où les assurances du début semblent céder au doute. À la veille de la convocation du corps électoral, le ciel est toujours brumeux. Le processus électoral semble évoluer en dents de scie, nonobstant quelques avancées déjà glanées avec, à la clé, la promulgation imminente de la loi portant répartition des sièges et l'audit du fichier électoral. Mais il y a encore des appréhensions qui méritent d'être élucidées par des assurances qui ne peuvent venir que du chef du gouvernement. Car, l'échéance du 23 décembre pour la tenue des élections serait actuellement mise à mal du fait des incertitudes qui continuent d'émailler un processus électoral pas toujours clair.

C'est pour cette raison que le député national et président du Centre, Germain Kam-

binga, a tenu à faire usage de ses prérogatives constitutionnelles pour interroger et obtenir du Premier ministre, Bruno Tshibala, des assurances sur la tenue effective des élections à la date prévue.

Le député vient d'initier une question orale avec débat au chef du gouvernement, déjà déposée au bureau de l'Assemblée nationale. Bruno Tshibala est interrogé sur divers points relatifs aux élections, notamment leur financement, à la lumière des dernières révélations faisant état des retards des décaissements du budget des opérations électorales par rapport au plan d'engagement budgétaire de la Céni comptant pour le premier trimestre de l'année en cours.

Germain Kambinga attend du Premier ministre des explications claires, précisément sur le processus électoral et sur des précautions à prendre en cas d'une tentative de déstabilisation du pays. « Nous voulons d'abord comprendre, à six mois des élections, comment le gouvernement va faire pour les financer car, il y a déjà du retard. Aussi voulons-nous des explications sur le niveau d'implication du gouvernement dans le manque de consensus sur l'utili-



Le Premier ministre Bruno Tshibala

sation de la machine à voter. Également la question de l'enrôlement de la diaspora, parce que nous n'accepterons pas que les Congolais de l'étranger ne soient pas enrôlés. Il y a donc ces autres questions politiques, la décrispation et la sécurité du pays. Il y a des gens dans l'opposition

qui se radicalisent et nous voulons savoir quelles sont les précautions au niveau du gouvernement pour empêcher cela », a déclaré le porte-parole du député Germain Kambinga, cité par « actualités.cd ».

En attendant que le bureau de la chambre basse du parlement inscrive cette question orale avec débat dans l'ordre du jour de la session en cours, une certaine opinion y voit déjà l'amorce du processus d'éviction de Bruno Tshibala qui ne serait plus en odeur de sainteté avec la majorité présidentielle (MP). Après s'en être servi pour diviser l'opposition radicale qu'incarnerait alors le Rassemblement, la MP chercherait, d'après maints analystes, à s'en débarrasser proprement étant entendu qu'il ne pèse plus au vu des enjeux politiques actuels tels qu'ils se dessinent. Car, en cas de non-satisfaction à ses préoccupations, Germain Kambinga pourrait transformer sa question orale en une motion de défiance.

Alain Diasso

## LINAFOOT/TOUR DE CADRAGE

## Le FC Renaissance du Congo disputera la Ligue 1

Le club orange de Kinshasa se mesurera à nouveau aux gros poissons du football national tels Mazembe, Daring Club Motema Pembe, V.Club, Sanga Balende, Lupopo, etc., la saison prochaine.

Renaissance du Congo s'est qualifiée pour la Ligue 1 après sa précieuse victoire sur Racing Club de Kinshasa (RCK), le 4 mai, au stade Tata-Raphaël, par un but à zéro, inscrit à la 52e mn par le Malien Lamine Diawara. Cette unique réalisation lui permet de revenir dans l'élite du football national, après un parcours laborieux au cours du tour de cadrage.

Le club dirigé par le pasteur et évêque Pascal Mukuna avait timidement débuté le tour éliminatoire avec un match à égalité d'un but partout face au RCK et un deuxième nul de zéro but partout contre le FC MK. C'est à la troisième sortie que le FC Renaissance du Congo a enregistré sa première victoire, en dominant Nord Sport de Matadi par trois buts à zéro. Lors de la seconde confrontation contre la même formation du Kongo Central, le club orange de Kinshasa, entraîné par Daouda Lupemba, s'est à nouveau imposé par quatre buts à un. Le FC Re-



Les joueurs de FC Renaissance du Congo saluent leurs supporters avant le coup d'envoi d'un match au stade Tata Raphaël

naissance du Congo est donc resté dans la dynamique de la victoire tout au long de la manche retour du tour de cadrage de la zone ouest, battant successivement FC MK par deux buts à zéro et RCK un but à zéro.

Rappelons-le, le FC Renaissance du Congo n'avait pas réussi à accéder au Play-Off de la 23e édition du championnat national de football. Mais la Fédération ayant modifié la formule du champion-

nat national, il n'y aura plus de Play-Off. Le championnat national, en effet, se jouera normalement en aller et retour avec seize équipes. Ainsi, certains qualifiés à cette compétition nationale devraient provenir du tour de cadrage dans les trois zones de développement ouest, centre sud et est. Le club orange s'est donc qualifié dans la zone de développement ouest. Les nombreux supporters de ce club, appe-

lés les « Jamais sans vous », attendaient avec impatience le retour de leur équipe dans la cour des grands. Aussi devront-ils se surpasser dans leur soutien pour leur club de cœur qui jouera à la Ligue 1.

Dans la zone est à Bukavu, signale-t-on, l'Omnisport club Muungano (sept points) s'est qualifié aussi pour la Ligue 1 après sa victoire, le 28 avril, sur Bukavu Dawa (deux points), devant le FC

Etoile du Kivu (six points). Ces deux clubs disputeront la Ligue 2 nationale. Dans la zone centre sud domiciliée à Kananga, Lubumbashi Sport a terminé en première position avec quinze points, devant l'US Tshinkunku, l'AC Dibumba et Océan Pacifique. On apprend, d'ailleurs, que la rencontre entre Tshinkunku et Océan Pacifique (un but partout) a été émaillé d'incidents.

Martin Engimo

## LINAFOOT/PLAY-OFF

## Sanga Balende bute sur Mont Bleu

Certes invaincu depuis le début du Play-Off, le leader du championnat national de football n'a pas réussi à dompter son adversaire, au stade Amani de Bunia, dans la province de l'Ituri.

C'est certainement une grosse surprise. Sa Majesté Sanga Balende n'a pas pu battre la formation de Mont Bleu, le 8 mai, en match comptant pour la 11e jour-

née de Play-Off de la 23e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Favori après sa précieuse victoire d'un but à zéro sur Dauphin Noir à

Goma (but de Cédric Ngulubi à la 26e mn), le club sang et or de Mbuji-Mayi, coaché par Chico Mukeba, comptait empocher les trois points du succès contre l'un des petits poucets de cette phase du Play-Off de la Vodacom Ligue 1.

Mais Mont Bleu, entraîné par Abdoul, a bien tenu le coup. Le club dirigé par le gouverneur Alphonse Ngoy Kasanji du Kasai oriental, qui a fait un début de Play-Off tonitruant, a même loupé un penalty. Toutefois, Sanga Balende ramène un point de l'Ituri et garde son invincibilité qui lui permet de rester à la cime du classement avec désormais vingt-sept points glanés, devant le Tout-Puissant Mazembe (vingt-six points) et le Daring Club Motema Pembe de Kinshasa (dix-sept points).

Notons que pour cette rencontre, Chico Mukeba a placé Kalambayi Katembwe dans les buts. Dans le champ,

il y a eu Oloko Onzaya, Kambu wa Kambu, Lubaki Kinkela, Cédric Ngulubi Kilua, Lusiel Mandé, Kanku Bukasa, Bukasa Kalambayi, Agyiri Nana Koffi, Bikoko Lobuka et Bindanda Jibi. Sur le banc des remplaçants, il y a eu le portier Ngeleka, Kayembe Kanku, Faustin Kibuku, Isaac Amoah, Musema Ngowa, Justice Mensah et Apinda Sakombi.

Pour sa part, le coach Abdoul a fait confiance au gardien de but Arsène Kambale et, dans le champ, à Wanican Tchomba, Nyamaiso Bonane, Héritier Bometo, Debho Drakana, Yannick Bambu, Bolianni Abundela, Alexandre Kpasini, Bahati Wingi, au buteur Machozi Nguliko et Héritier Bafwa. Six joueurs ont débüté sur le banc des réservistes, notamment Mbula Zapo, Shabani Kalemba, Jadis Upar, Wedho Bero, Mamba Mukombozi, Ukumu Lonena et Kakule Mbalivula.

M.E?



Les joueurs de Sanga Balende à leur arrivée à Bunia pour affronter le club local de Mont Bleu

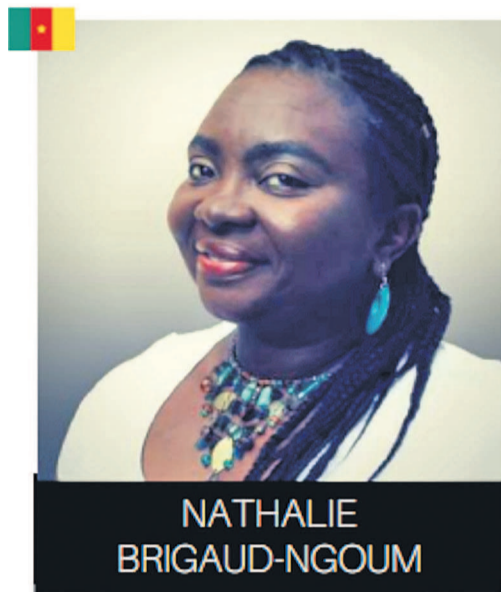
## FESTIVAL « WE EAT AFRICA »

## La première édition prévue à Paris

L'événement aura lieu, le 7 juillet, à la grande verrière sur le thème « Le Festival des chefs », et mettra à l'honneur dix-neuf professionnels de la gastronomie africaine.

We Eat Africa, selon les organisateurs, est le rendez-vous des acteurs du marché de la gastronomie africaine (Chefs, cuisiniers, entrepreneurs, marques culinaires, blogueurs...) et des passionnés de cuisines africaines qui y trouveront une opportunité de se rencontrer, découvrir des expertises, des expériences, des produits et des activités. Le festival sera rythmé par des dégustations, des conférences, des animations et des ateliers culinaires, avec la crème des professionnels de la gastronomie africaine.

Les visiteurs découvriront le temps d'une journée, des spécialités culinaires de douze pays d'Afrique présentées par des chefs originaires de ces pays, à savoir Christian Abegan et Alexandre Bella Ola et Nathalie Brigaud Ngoum (Cameroun) ; Rougi Dia et Raoul Coly (Sénégal) ; Anto Cocagne (Gabon) ; Fatema Hal (Maroc) ; Prisca Gilbert (Côte d'Ivoire) ; Loran Boboua D. Sacramento, Mick Elysée et Nathalie Schermann



NATHALIE  
BRIGAUD-NGOUM

(République du Congo) ; Coco Fathi Reinharz (Burundi) ; Georgiana Viou (Bénin/Nigeria) ; Olivia de Souza (Togo) ; Martha Tembe (Mozambique) ; Alain Diasonga (RDC) et Youssouf Sokhana (Mauritanie).

#### Valoriser l'art culinaire africain

Les cuisines africaines, explique-t-on, pâtissent d'une réelle méconnaissance. Et c'est pour mettre fin aux stéréotypes et valoriser l'art culinaire africain que deux jeunes femmes passionnées et entrepreneuses, à savoir Anto Cocagne, plus connue sous le nom de chef Anto, d'origine gabonaise,

et Bazeli Mbo, née au Congo, organisent cet événement. C'est au sein d'« Afro Cooking », média dédié aux cuisines africaines, que Bazeli Mbo et le chef Anto se sont rencontrés.

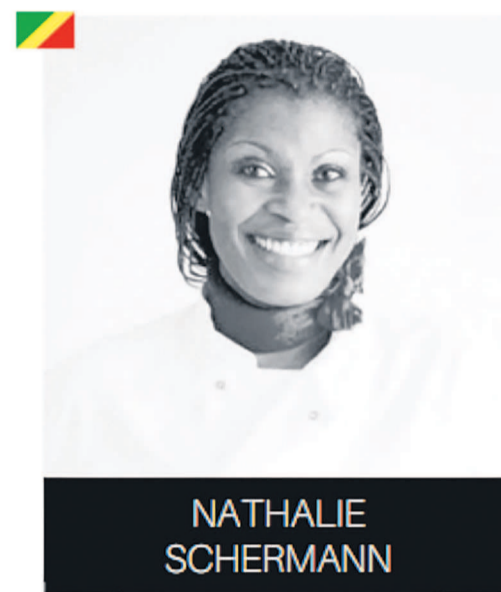
Les deux jeunes femmes vont régulièrement à la rencontre des curieux et passionnés des cuisines africaines à travers des animations culinaires, des ateliers et des dégustations. Le succès rencontré lors des ateliers culinaires d'Afro Cooking aux Galeries Lafayette, en 2017, a convaincu Anto Cocagne et Bazeli Mbo d'organiser le festival « We eat Africa » pour immerger le public dans l'univers culinaire africain.



RAOUL COLY

#### Populariser les cuisines d'Afrique

Diplômée de la prestigieuse école de cuisine Grégoire-Ferrandi, Anto Cocagne est aujourd'hui cheffe à domicile et consultante culinaire spécialisée en produits d'Afrique sub-saharienne. Au quotidien, elle œuvre à mettre à l'honneur les cuisines du continent. À travers son métier, elle fait découvrir à ses clients, à 95% non Africains, une cuisine qui leur était jusque-là étrangère. Pour le chef Anto, organiser « We Eat Africa » s'inscrit donc dans cette continuité logique qui lui tient à cœur de populariser



NATHALIE  
SCHERMANN

Une vue des chefs du festival

les cuisines d'Afrique. Directrice du Festival, Bazeli Mbo est une experte du monde des médias, dans lequel elle évolue depuis de nombreuses années. Par l'intermédiaire de son blog, « ekila entertainment », créé il y a trois ans, elle met en lumière des initiatives autour de l'univers afro. Elle est également la directrice marketing d'« Afro Cooking ». À travers son magazine disponible dans plus de vingt pays dans le monde, l'organisation d'événements et ses services de consulting, Afro Cooking met en exergue les cuisines africaines.

Patrick Ndongidi

## MUSIQUE

## NMB va rendre hommage à Bob Marley

Le rappeur va livrer son concert au Chapiteau Planète J, le 11 mai, à la date anniversaire de la mort du roi du reggae dont il est l'un des fans inconditionnels.

En répétition depuis quelques semaines déjà chez la Pina, Ntoto Mabilia Bienvenu, alias NMB la panthère, qui se prépare à faire un come back mémorable sur la scène de Kinshasa, précise que « tout va bien jusque-là ». Pas vraiment étonnant qu'il y revienne à l'occasion de la soirée en hommage à son idole, Bob Marley. En effet, c'est une reprise personnelle de *No woman no cry*, ce tube intemporel et transgénérationnel du roi du reggae qui fit sa renommée à Kinshasa. Venu de son Matabi natal, le rappeur avait justement séduit les Kinois au son de son fameux *Woman no cry* où il avait rapé en yombe, sa langue maternelle. C'est donc vraiment à dessein que NMB a choisi de faire coïncider son come back sur la scène kinoise à la date anniversaire de la disparition de Bob Marley. « C'est l'un de mes idoles à l'instar de 2Pac », a-t-il confié au Courrier de Kinshasa. Pour ce qui est du répertoire de ce concert du 11 mai, il est



NMB en pleine séance de répétition

clair que NMB reviendra sur ce titre fétiche mais aussi bien d'autres que les mélomanes connaissent. D'ailleurs, *Woman no cry* n'est pas la seule de ses œuvres connues et à avoir fait sa notoriété dans le milieu des jeunes amateurs de la musique urbaine et même au-delà de cette sphère. Il y a aussi *Peace in Africa* dans lequel était intervenu Jean Goubald et *Ma sœur*, chanté en featuring avec Lexxus Legal et que les voix aériennes de Liz Kap et Sista Ly

ont encore fait plus aimer. Sans oublier surtout les passages personnels de NMB en yombe, un ingrédient qui en rajoute au charme de ses raps. À la soirée, il prendra donc le micro pour rapper également *Identity*, *Debout Congolais*, *Amani*, et *Nwika Dance*.

**I'm born again, c'est pour bientôt** Pour l'heure, c'est sur YouTube que l'on peut trouver des vidéos de concerts et autres clips vieux de quelques années, entre 2004

et 2011. Car cela fait un sacré moment que l'on n'avait plus entendu parler de NMB qui, en 2014, avait pourtant annoncé la sortie imminente de son premier album. Au Courrier de Kinshasa, il a confié que le sujet était de nouveau d'actualité. « *I'm born again* sort bientôt avec des titres comme *Identity*, *Amani*. Je ne l'ai pas fait depuis ce temps, parce que je n'avais pas un budget conséquent pour le mettre sur le marché », nous-a-t-il dit. Et d'ajou-

ter : « Je n'ai pas voulu sortir un album que j'aurais écouté seul. Sans producteur, il n'est pas aisé de réaliser un album par soi-même. En RDC, beaucoup d'artistes abandonnent des projets en cours. Et donc, ce n'est tout de même pas imaginable que dans un pays de quatre-vingts millions d'habitants, l'on retrouve moins de dix stars ! Mais voilà, c'est cela notre triste réalité ».

Faute de producteur, NMB dit s'être donné le temps d'économiser assez pour pouvoir sortir son album, quatre ans après l'avoir commencé. *I'm born again* comprendra dix titres parmi lesquels il dénombre trois featurings dont l'un avec un Marley, en l'occurrence Dazz Flexx, fils de Ziggy Marley et donc petit-fils de Bob Marley, et un autre avec son aîné, Ferre Gola. NMB rappelle qu'il est un artiste engagé qui fait des faits sociétaux ses sujets de prédilection en vue de conscientiser les masses. Sa perspective est dans l'esprit de celle de sa génération, la génération hip-hop, dont il se targue d'être l'un des porte-parole ici au Congo.

Nioni Masela

## BRÈVES

## EGYPTE

Un nouveau rapport de Harvard place l'Égypte au troisième rang des économies qui enregistreront la plus forte croissance dans la décennie à venir, après l'Inde et l'Ouganda. Le rapport, intitulé « The Global Growth Projections », prévoit que la croissance annuelle de l'économie égyptienne atteindra 6,63% d'ici à 2026. En Afrique, l'Égypte s'établit à la deuxième place derrière l'Ouganda qui devrait enregistrer une croissance économique annuelle de 7,46%, selon le rapport. « *Les prévisions de croissance se fondent sur la complexité économique, c'est-à-dire une mesure unique de l'économie de chaque pays qui rend compte de la diversité et de la sophistication des capacités de production intégrées dans les exportations d'un pays* », précise le document.

## BURUNDI

L'Office burundais des recettes (OBR) a enregistré un « excédent de vingt-deux milliards de francs burundais » (environ douze millions de dollars) au 1er trimestre 2018, par rapport aux prévisions. Ce dépassement des recettes obtenues a été atteint grâce à la croissance des contribuables et aux nouvelles stratégies de collecte des recettes adoptées par cet office. L'OBR a pris diverses initiatives pour maximiser les recettes collectées : l'introduction de la « facture standardisée » pour amener tous les contribuables commerçants à facturer leurs ventes pour s'assurer que les déclarations sur les différentes taxes sont faites correctement, ainsi que la campagne de sensibilisation et d'éducation aux contribuables, afin d'amener, dans le système fiscal, ceux qui ne payent pas les impôts.

## LIBYE

Les autorités libyennes sont en discussion avec l'Union européenne (UE) au sujet de la levée de l'interdiction de vol imposée aux avions de ligne libyens, depuis presque quatre ans, qui a infligé de lourdes pertes financières aux compagnies aériennes de ce pays. L'UE interdit à toutes les compagnies aériennes libyennes de survoler l'espace aérien européen depuis 2014, pour des raisons de sécurité, suite à l'éclatement de violents conflits à Tripoli entre des groupes armés rivaux qui ont presque détruit l'aéroport international de la capitale libyenne. Tripoli attend le rapport final de l'Agence européenne qui sera présenté lors d'une réunion en novembre, après l'inspection des aéroports et l'examen des préparatifs en matière de règles de sécurité.

## GABON

L'audiovisuel public - qui emploie plus de sept cents personnes - est en grève, depuis le 30 avril. Radio et télévision ont cessé d'émettre pour protester contre le non-paiement de leur arriéré de salaire mais surtout pour dénoncer ce que les professionnels ont estimé être de l'ingérence du pouvoir dans leur travail, qui par conséquence, « impacte la crédibilité des médias ». Depuis, Radio Gabon et Gabon Télévision ne diffusent plus aucune émission. Les deux chaînes d'informations sont réduites au service minimum, avec seulement deux journaux télévisés quotidiens. Le ministère de la Communication, qui réfute toute ingérence, a entamé des négociations avec le syndicat des professionnels de la communication.

## AFFAIRES FONCIÈRES : l'Indonésie abrite un forum mondial

La conférence se tiendra, du 22 au 27 septembre à Bandung sur le thème « Tous unis pour les droits fonciers, la paix, et la justice ».

« *Cet événement unique réunit des membres de la coalition et toutes sortes de parties prenantes telles qu'organisations locales, militants, ONG locales et nationales, chercheurs, organisations multilatérales et agences gouvernementales du monde entier, qui se rassemblent pour améliorer leur compréhension des liens politiques, économiques, environnementaux et sociaux complexes et dynamiques entre la gouvernance foncière, la sécurité alimentaire, la pauvreté et la démocratie. En rassemblant tous les membres et principaux partenaires du réseau, le forum leur donne l'occasion de tirer des enseignements des défis, mais également des réussites de la gouvernance foncière et d'y contribuer* », explique l'institution internationale sur son site internet.

L'événement qui se veut un creuset de réflexion participative face aux enjeux fonciers à l'échelle planétaire, augure de riches échanges dans un contexte marqué par les accaparements massifs de terres agricoles. « *Le programme est structuré de façon à permettre à des participants, qui ne sont pas nécessairement amenés à interagir régulièrement, de débattre, d'échanger, d'apprendre des expériences et réussites de chacun, d'élaborer des stratégies et de créer des liens, afin de faire naître de nouvelles perspectives. Le forum est également l'occasion pour les deux cent six membres de l'International land coalition (ILC) d'adopter une déclaration, lors de leur assemblée des membres, par laquelle ils s'engagent à agir* », précise le communiqué publié à cet effet.

L'ILC, qui organise tous les deux ou trois ans le Forum foncier mondial, est une alliance mondiale composée d'organisations de la société civile et intergouvernementales, dont l'objectif est de placer le facteur humain au centre de la gouvernance foncière.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

## BURUNDI

## BBC et VOA sanctionnées pour manquement à la loi

**Le Conseil national de la communication (CNC) a décidé de suspendre, pour six mois, la diffusion dans le pays des deux stations, et pour trois mois, la publication de la rubrique « Annonces et publicités » du journal officiel « Le Renouveau ».**

Les radios internationales «British broadcasting corporation» (BBC) de Londres et «Voix de l'Amérique» (VOA), « *sont suspendues de diffusion sur le territoire national du Burundi, pendant six mois à partir du 7 mai 2018, pour raison de manquements à la loi régissant la presse et à la déontologie professionnelle* », a

cidivé, en date du 24 avril, dans l'émission «L'invité de la semaine » au cours de laquelle, selon le CNC, « *le présentateur n'a pas pu ramener à l'ordre un ressortissant burundais dans la logique et du sens du sujet traité* ».

« *Les propos de cet intervenant ont été jugés déplacés, exagérés, non vérifiés, diffamatoires, por-*

a diffusé, dans ses éditions des 4, 5, 17 et 26 avril, « *des informations jugées comme très tendancieuses et contraires aux règles de la profession, portant préjudice, d'un côté, aux relations du Burundi avec les Nations unies, et poussant, de l'autre côté, à la haine politique, au déséquilibre de l'information et au manque de vérification rigoureuse des sources* ».

La rubrique «Annonces et publicités» du journal officiel « Le Renouveau » a, quant à elle, été suspendue pour trois mois, suite à la publication en d'autres langues que le français, conformément à sa déclaration de publication du 15 janvier 2004, selon le CNC. Cet organe de régulation a également mis en garde deux stations de radios locales, «Isanganiro» et «CCIB-FM», pour n'avoir pas respecté leurs cahiers de charges signés avec le CNC, et la «Radio France internationale».

Celle-ci est accusée d'avoir diffusé deux fois respectivement, en mars et en avril derniers, des informations sur le référendum constitutionnel au Burundi affirmant, selon le CNC, « *que le décret fixant le calendrier de la campagne pour le référendum constitutionnel du 17 mai 2018 contenait une disposition selon laquelle toute personne qui aura exprimé le vote négatif est passible de harcèlement, de poursuites et d'emprisonnements* ». Ces informations ont été jugées par le CNC de tendancieuses et mensongères.

J. M. L. et Xinhua



affirmé Karenga Ramadhan, président du CNC.

Plus précisément, a-t-il ajouté dans un point de presse, la BBC est sanctionnée pour avoir fait fi à la note de mise en garde lui envoyée, en date du 16 mars 2018, pour qu'elle prenne toujours en compte les principes d'équilibre de l'information et de la vérification rigoureuse des sources chaque fois que ses journalistes traitent les informations sensibles sur le Burundi.

La goutte qui a fait déborder le vase est un article diffusé par le service « BBC Afrique », le 12 mars dernier qui, selon le CNC, portait préjudice à la cohésion nationale. Le CNC accuse la BBC d'avoir ré-

tant même atteinte à la réputation du chef de l'Etat », incitant « *à la haine ethnique, au conflit politique et à la désobéissance civile* », a ajouté Karenga Ramadhan qui dit avoir réagi après une plainte déposée sur son bureau, par le gouvernement du Burundi.

En ce qui concerne la VOA, le régulateur national des médias au Burundi l'accuse d'avoir violé les dispositions de la loi sur la presse, en continuant de diffuser une partie de ses émissions, utilisant une application de diffusion en ligne d'une radio dont la fréquence avait été retirée par le CNC, en septembre 2017.

En plus, poursuit le CNC, la VOA

## COOPÉRATION MILITAIRE

## Un exercice conjoint de soldats français et djiboutiens

**L'opération que vient de mener le 5e régiment interarmes d'outre-mer (5e Riaom) des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) entre dans le cadre d'un partenariat, a-t-on appris.**

Quelque sept cent cinquante militaires équipés de deux cents véhicules viennent d'effectuer un entraînement conjoint dans le cadre d'actions de partenariat et de combats conduits en zone désertique. Pendant quinze jours, cent neuf lieutenants encadrés par leurs formateurs des écoles d'armes ont été intégrés aux unités du 5e Riaom, à savoir les appuis artillerie et génie de la 6e compagnie, les pelotons blindés et les pelotons de reconnaissance ainsi que d'investigation du 3e escadron, les sections d'infanterie sur véhicule de l'avant blindé de la première compagnie du régiment ainsi que les hélicoptères de reconnaissance et de manœuvre du détachement de l'aviation légère de l'armée de terre. En faisant également partie de l'exercice interarmes, interarmées et interalliés, des militaires djiboutiens provenant du régiment blindé camp Cheick-Osman et du régiment d'artillerie.

Les militaires français du 5e Riaom ont partagé leur expertise du désert avec les militaires djiboutiens, pour permettre aux officiers élèves d'acquérir les savoir-faire nécessaires à la survie en zone aride

(Abris, protection, alimentation et hydratation) et au service en campagne (Stationnement, déplacement pédesre et en véhicule, combat et tir en milieu désertique).

Parmi les phases les plus marquantes, il y a eu deux séquences d'aguerrissement au centre d'entraînement au combat et d'aguerrissement au désert d'Arta-Plage, des parcours de tirs interarmes de jour comme de nuit sur les complexes de tir du désert du Qaid et de Koron, des phases de combat conduites à partir d'une base avancée temporaire dans le désert et deux exercices en terrain libre dans la région d'Ali Sabieh.

In fine, cet entraînement a permis un partage de savoir-faire et de conforter l'aspect interarmées et interalliés de la coopération opérationnelle franco-djiboutienne. Quelque mille quatre cent cinquante militaires FFDj sont implantés à la base opérationnelle avancée de Djibouti, selon un traité de coopération de défense signé en 2011. Les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté économique régionale de l'Afrique de l'est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.

Noël Ndong

## LIBYE

## Les gardes-côtes secourent 316 migrants illégaux

Les migrants de différentes nationalités ont été sauvés au cours de trois opérations distinctes au large de la côte occidentale du pays.

« La patrouille des gardes-côtes a secouru cent quatorze migrants sur une embarcation de fortune à 13 miles (20,9 km) de la ville de Zaouïa », a indiqué à Xinhua le porte-parole de la marine libyenne, Ayob Qassem. Cette ville se situe à 45 km à l'est de Tripoli.

« Au cours de la seconde opération, quatre-vingt-dix-sept autres migrants ont été secourus sur une planche qui était sur le point de couler », a poursuivi le porte-parole, ajoutant que l'opération s'était déroulée à 35 miles (56,3 km) au large de la ville de Janzour, à 15 km à l'ouest de Tripoli. Tous les migrants secourus ont ensuite été transportés à la base navale de Tripoli avant d'être transférés vers un refuge pour migrants à l'est de la capitale, a-t-il précisé. La troisième opération a permis de secourir cent cinq migrants au large de la ville de Zuwara, à 120 km à l'ouest de Tripoli, selon le directeur du Département contre l'immigration illégale de la ville voisine de Sabratha, Basem al-Ghrabli. Celui-ci a révélé que deux Libyens recherchés pour meurtre et vol à main armée étaient sur le bateau à destination de l'Italie. La Libye est le point de départ privilégié des migrants illégaux qui souhaitent traverser la Méditerranée en direction des rivages européens en raison de l'insécurité et du chaos qui règnent dans le pays depuis la révolte de 2011 qui a destitué le président Mouammar Kadhafi.

## Un plan pour sécuriser Tripoli

Le ministère libyen de l'Intérieur a finalisé, le 5 mai, la préparation d'un plan militaire et de sécurité conjoint afin de sécuriser la capitale et sa banlieue, quelques jours après l'attentat-suicide de l'Etat islamique (EI) contre la Haute Commission électorale libyenne.

D'après un communiqué publié par le ministère, l'annonce du plan est survenue à la suite d'une réunion entre responsables militaires et des forces de sécurité, dont le ministre de l'Intérieur et le chef de l'état-major militaire. Des kamikazes ont attaqué, le 2 mai, le siège de la Haute Commission électorale libyenne à Tripoli, faisant quinze morts et vingt-et-un blessés.

LEI a revendiqué cet attentat-suicide via son organe de presse Amaq, qui a publié un communiqué sur Twitter affirmant que l'attaque avait été menée en réponse aux ordres du porte-parole de l'organisation, Abu Hassan al-Muhajir.

Cette attaque est survenue alors que le gouvernement soutenu par l'ONU, en collaboration avec la Mission d'appui des Nations unies en Libye, s'apprête à organiser des élections parlementaires et présidentielles dans le pays, d'ici à la fin de l'année, conformément aux suggestions du directeur de la mission Ghassan Salamé.




**Le Musée Galerie du Bassin du Congo**  
Présente

Du 04 mai au 04 juillet 2018, **LES FEMMES PLASTIENNES DU CONGO (AFPC)**  
dans "l'évolution de la femme africaine au cours du temps" une exposition  
vente de **peinture, Sculpture, art Batik, Photographie.**

**Spéciale hommage à Tatiana TSOLO**



ARTS ET EXPRESS    LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE    IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Adresse : 84, Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO, dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville. +242 06 666 70 65

## DJIBOUTI

## 450 migrants clandestins interceptés en partance pour les pays du golfe

L'interpellation record a été effectuée dans le cadre d'une vaste opération de patrouille lancée, la semaine dernière, par la police djiboutienne le long des principaux itinéraires que les passeurs font emprunter aux migrants.

Selon le capitaine Salah Mohamed Hersi, ces migrants clandestins, pour la plupart originaires d'Ethiopie, ont été transportés au centre de transfert et d'expulsion, où ils séjourneront avant d'être reconduits à la frontière pour regagner leur pays d'origine.

Djibouti est un principal point de transit pour les migrants qui traversent le golfe d'Aden en direction de la péninsule arabique à bord d'embarcations vétustes et souvent hors d'état de naviguer. Cette année, une nouvelle entité de police, appelée « unité de lutte

contre l'immigration clandestine », y a été créée pour contrer cette tendance.

En effet, pour les autorités djiboutiennes, ces migrations clandestines intensives causent de réels problèmes de sécurité et de salubrité et constituent par-dessus tout un drame humanitaire qui semble dépasser ce petit pays de la Corne d'Afrique.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 75% à 80% des migrants qui arrivent chaque année au Yémen passent par Djibouti dans des conditions

désastreuses, ce qui représente un défi humanitaire pour les autorités et les communautés locales.

Face à cette situation, l'OIM a ouvert, en 2011, un Centre d'orientation et d'accueil des migrants dans la ville d'Obock, située au nord de Djibouti, pour sensibiliser les migrants aux risques et dangers liés à la migration irrégulière, notamment les risques d'abus ainsi que de traite des êtres humains, et les informer sur les systèmes de référencement mis en place dans le pays pour les assister en cas d'abus, sur les risques liés à la traversée maritime et au passage au Yémen, tout comme les difficultés dans la traversée de l'Arabie saoudite.

## TANZANIE

## L'industrie touristique a les yeux tournés vers l'Europe de l'est

L'annonce a été faite, le 6 mai, par Willy Lyimo, un responsable de l'Office national du tourisme (TTB).

Après avoir connu des succès auprès des marchés nord-américain et ouest-européen, l'industrie touristique tanzanienne entend se tourner désormais vers l'Europe de l'est. En effet, en charge de la région nord au sein du TTB, Willy Lyimo a jugé que ce nouveau marché prometteur pourrait venir compléter celui déjà composé par les visiteurs venus des Etats-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne et de France.

Il a justement reçu à cette fin une délégation de responsables d'agences de voyage d'Europe de l'est. « C'est une opportunité unique d'étendre notre base vers des marchés émergents. Il y a beaucoup de potentiel dans des pays comme la Bulgarie et la Tchéquie », a-t-il dit.



Vladimir Volochine, directeur de l'agence ukrainienne CDB, a confié que la Tanzanie était une destination bien connue de ses compatriotes pour les safaris. Ce pays d'Afrique de l'est « est doté d'un patrimoine intact avec toute une série de ressources naturelles. C'est la destination parfaite pour les touristes ukrainiens », selon lui, rappelant qu'il existe des vols directs entre Kiev et Zanzibar.

Paul Fissoo, responsable du tourisme au sein de l'Autorité de l'aire

de conservation du Ngorongoro, s'est dit optimiste quant aux perspectives offertes par le marché d'Europe de l'est et à celles d'attirer davantage de touristes dans cette zone protégée située dans le nord de la Tanzanie.

Une étude du gouvernement tanzanien a montré, la semaine dernière, que le nombre de touristes étrangers dans le pays avait augmenté de 5,6% en 2017, rapportant 2,3 milliards de dollars en devises contre 2,1 milliards en 2016.

## RWANDA

## Des inondations font dix morts dans l'ouest du pays

De fortes précipitations ont commencé le 6 mai dans la soirée et se sont terminées le 7 mai à 2h 00, entraînant des glissements de terrain ayant fait plusieurs morts dans le secteur de Rwankuba, a confié aux journalistes un responsable local.

Vedaste Kuzabaganwa, secrétaire exécutif de Rwankuba, a fait savoir que plusieurs habitants étaient toujours portés disparus et que le bilan pourrait encore s'alourdir.

Des pluies diluviennes ont provoqué un grand nombre de morts et de blessés au Rwanda



depuis le début de cette année. Au moins cent quatre-vingt-trois personnes ont été tuées et deux cent quinze autres blessées dans le pays, au cours de catastrophes entraînées par de

fortes pluies pendant les quatre premiers mois de cette année, selon le ministère rwandais des Réfugiés et de la gestion des catastrophes naturelles.

Xinhua

## RUSSIE

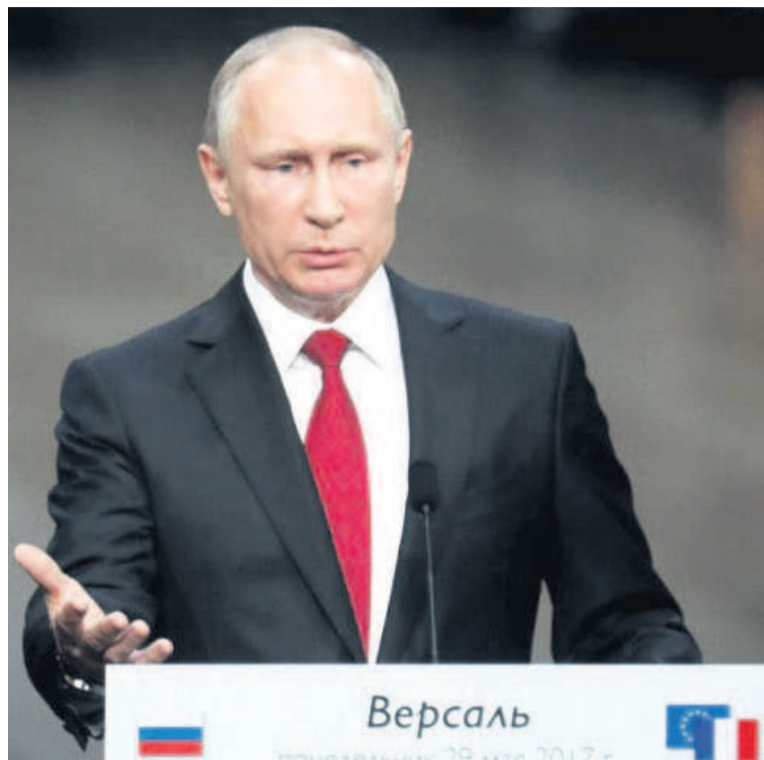
## Poutine investi pour un quatrième mandat

Le président réélu a prêté serment le 7 mai, au Kremlin, entamant son quatrième mandat à la présidence russe.

« C'est mon devoir et le sens de ma vie tout entière de me consacrer à la Russie, son présent et son avenir, afin d'y garantir la paix et la prospérité, de préserver et de perpétuer notre grand peuple et de faire prospérer chaque foyer en Russie », a déclaré Vladimir Poutine, lors de la cérémonie d'investiture.

La Russie a besoin de construire une société libre, a-t-il estimé. « Nous avons besoins d'évoluer dans tous les domaines de la vie [...]. De telles avancées ne peuvent être obtenues qu'à travers une société libre, ouverte à la nouveauté et au progrès, et qui rejette l'injustice, la stagnation, le protectionnisme aveugle et la sclérose bureaucratique », a indiqué le président russe.

Vladimir Poutine a souligné que la Russie devait concentrer son énergie sur l'élaboration d'une stratégie qui permettra d'élever sa compé-



Vladimir Poutine

titivité en matière de croissance économique et de développement technologique. Le président russe a remporté une victoire écrasante lors de l'élection présidentielle organisée le 18 mars dernier.

Quelque six mille personnes ont été invitées à la cérémonie de son investiture, dont les membres du gouvernement, les députés et les sénateurs, les juges de la Cour constitutionnelle, les chefs de corps diplomatiques ainsi que des représentants du clergé et d'organisations de la jeunesse.

Juste après son investiture, Vladimir Poutine a proposé Dmitri Medvedev au poste de Premier ministre et a remis sa nomination à la Douma d'Etat, chambre basse du parlement russe.

Xinhua

## TCHAD

Idriss Déby Itno nomme le premier gouvernement de la 4<sup>e</sup> République

La nouvelle équipe obéit à la nouvelle Constitution promulguée la semaine dernière et qui instaure un régime présidentiel sans Premier ministre ni vice-président, selon une source officielle.

Composé de vingt-neuf ministres dont deux ministres d'Etat, un ministre secrétaire général du gouvernement et quatre secrétaires d'Etat, le nouveau gouvernement prêterait serment devant le président de la République, comme le prévoit la nouvelle loi fondamentale du pays. Neuf femmes font partie de cette équipe formée de vingt-neuf membres. Le nombre de femmes répond aux vœux d'Idriss Déby Itno de favoriser leur représentativité en politique et dans les instances de prises de décision.

Du point de vue des départs, notons que dix anciennes personnalités quittent le gouvernement, dont le ministre des Infrastructures, celui des Finances et celui du Pétrole. Par ailleurs, l'ancien Premier ministre de l'actuel chef de l'Etat (1993-1995 puis 2007-2008), Kassire Coumakoye, occupe maintenant le poste de ministre d'Etat conseiller à la Présidence alors que l'avocat Jean-Bernard Padare devient ministre d'Etat chargé des Infrastructures. Quant au portefeuille de la Défense et de la sécurité ainsi que celui des Affaires étrangères, ils conservent leurs titulaires.

De nombreux Tchadiens estiment que la composition de la nouvelle équipe gouvernementale n'embrasse pas de spécificités particulières mais s'aligne sur des formations précédentes en conservant des postes régaliens, et des secrétaires d'Etat malgré les changements appelés de tous les vœux par la population. La Constitution, adoptée par une session parlementaire boycottée par de nombreux députés de l'op-

position, renforce les pouvoirs du président tchadien avec la mise en place d'un régime présidentiel intégral. L'opposition n'avait pas voté ce texte, parce qu'elle ne voulait pas que cela se fasse par voie parlementaire. Avec des organisations de la société civile et l'Eglise catholique, l'opposition voulait plutôt que le projet de révision constitutionnelle soit adopté par référendum.

Issu des résolutions du forum national rassemblant les forces politiques, religieuses et sociales du pays, tenu en mars et qui était boycotté par l'opposition ainsi qu'une partie de la société civile, le texte limite le nombre de mandats présidentiels. Il prévoit singulièrement que le mandat passera à six ans, renouvelable une fois, contre cinq ans renouvelable indéfiniment au départ. Mais cette limitation ne convainc pas l'opposition qui relève qu'Idriss Déby, 65 ans, dont le cinquième mandat s'achève en août 2023, pourra rester au pouvoir jusqu'en 2033.

La nouvelle Constitution prévoit aussi que le chef de l'Etat pourra « déléguer certains de ses pouvoirs aux ministres », ajoutant que le gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale et que les députés sont élus au suffrage universel direct.

Au pouvoir depuis 1990, le président Idriss Déby Itno a demandé, le 4 mai, au moment de la promulgation de la nouvelle Constitution, « le concours des partenaires financiers » pour organiser les élections législatives repoussées depuis 2015, dont il a confirmé qu'elles devaient se tenir en novembre 2018.

Nestor N'Gampoula

« Nous avons besoins d'évoluer dans tous les domaines de la vie [...]. De telles avancées ne peuvent être obtenues qu'à travers une société libre, ouverte à la nouveauté et au progrès, et qui rejette l'injustice, la stagnation, le protectionnisme aveugle et la sclérose bureaucratique »

## Le 9 mai : jour de la Victoire en Russie

Alors qu'en Europe Occidentale, l'armistice de la Deuxième Guerre Mondiale est fêté le 8 mai, la Russie célèbre sa victoire sur l'Allemagne Nazie le 9 mai. Ce jour est l'occasion de rendre hommage aux héros de la Patrie.

Pourquoi cette date est-elle différente du reste de l'Europe ? La capitulation a été signée le 8 mai 1945 à Berlin, peu avant minuit. Staline invoque donc le décalage horaire existant entre Berlin et Moscou pour imposer le 9 mai comme date de commémoration.

L'Allemagne a déclenché la guerre contre l'URSS le 22 juin 1941 et vers sa fin en 1945 l'Union Soviétique a perdu plus de 20 millions de ses habitants – une tragédie qui s'est reflété sur chaque famille du pays. En même temps, l'exploit de l'Armée Rouge et la contribution du peuple soviétique ont été cruciaux à la défaite du nazisme. Lors de quatre ans de la guerre l'URSS a vu beaucoup de grandes batailles sanglantes parmi lesquelles l'illustre bataille de Stalingrad ou le siège de Leningrad, qui a duré 900 jours, est considéré comme un des épisodes majeurs. L'apport de l'URSS a permis la libé-

ration de l'Europe et a assuré la victoire dans la Deuxième Guerre Mondiale. Le 9 mai 1945 Moscou a accueilli le défilé historique sur la Place Rouge. À partir de cette date la Journée de la Victoire demeure pour les russes la fête la plus importante qui lie les générations et fait commémorer les leçons de l'Histoire.

Le 9 mai et même plusieurs jours avant les festivités, dans les rues russes vous verrez beaucoup de personnes portant le ruban de Saint-Georges. Orange orné de trois rayures noires, ces couleurs symbolisent le feu et la poudre et proviennent probablement du blason de l'Empire russe, composé d'un aigle noir sur un champ d'or. Il a été instauré sous l'impératrice Catherine II la Grande afin de récompenser ses officiers et soldats. Aujourd'hui, il est porté fièrement en hommage aux vétérans. Toute la Russie est en fête lors de



cette journée. A Moscou, la parade militaire sur la Place Rouge est une véritable tradition. Véhicules militaires, officiers et soldats traversent chaque année cette place, alors que des avions militaires survolent la capitale. A Saint-Pétersbourg, en plus de la parade qui a lieu sur la place du Palais devant l'Ermitage, vous pouvez admirer un défilé des navires militaires sur le fleuve Néva. Vient ensuite la marche du Régiment immortel où chaque famille défile dans les rues, brandissant le portrait

de leur parent disparu. Cette marche s'effectue aussi dans certaines villes partout dans le monde. La ville de Brazzaville n'est pas une exception, les compatriotes russes y habitant vont participer au Régiment immortel le 9 mai près du Centre culturel russe. Enfin, des feux d'artifices mettent fin aux festivités en Russie. Si vous voyagez en Russie lors de cette période, vous ressentirez toute la fierté et le patriotisme du peuple russe en vivant cette journée à leurs côtés.



## DÉPENSES MILITAIRES

## Le niveau record des charges dans le monde prive le développement humain

Selon les derniers chiffres publiés par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), les dépenses militaires mondiales ont atteint un record de plus de 1700 milliards de dollars en 2017, soit le niveau le plus élevé depuis la Guerre froide.

Rien que 13% des dépenses militaires mondiales annuelles seraient suffisantes pour mettre fin à la pauvreté et à la faim dans le monde ; 4% garantiraient la sécurité alimentaire de la population mondiale ; 5% répondraient aux besoins de santé ; 12% fourniraient à tous une éducation ; 3% fourniraient de l'eau propre et un assainissement adéquat, selon le Sipri.

Les Etats-Unis restent les plus grands dépensiers militaires dans le monde, avec plus de 610 milliards de dollars de dépenses en 2017. Le budget de la défense de 2018 récemment signé par le président Donald Trump a fait passer ce chiffre à sept cents milliards de dollars. Les Etats-Unis sont en guerre continue depuis l'invasion de l'Irak en 1991, suivie par des interventions militaires en Haïti, au Soudan, en Afghanistan et la guerre aérienne contre la Yougoslavie. Les années 2000 ont vu le lancement de la « guerre contre le terrorisme » à l'échelle mondiale.

Après la dissolution de l'URSS, en 1991, les apologistes du capitalisme ont proclamé la « fin de l'histoire », le triomphe final du capitalisme et la défaite du socialisme. Ils ont salué l'aube d'une nouvelle ère de démocratie libérale, de paix et de prospérité. Mais plus d'un quart de siècle plus tard, le capitalisme a produit un monde cauchemardesque de réarmement et de guerre fiévreux, des millions de réfugiés confrontés à des frontières militarisées et des chasses aux sorcières racistes, une hausse ver-

tigineuse des inégalités associée à une austérité brutale, une montée des partis d'extrême droite et fascistes et un tournant universel par les gouvernements aux régimes autoritaires, selon le rapport du Sipri.

Le document note que les guerres régionales se métastasent dans une troisième guerre mondiale pour le partage du globe. Chaque grande puissance se réarme, poussant les dépenses militaires internationales à la hausse de près de 10% depuis la crise économique mondiale de 2008. L'augmentation particulièrement brutale des dépenses militaires au cours de la dernière décennie en Europe centrale 20% et en Europe de l'est 33%, reflète les préparatifs des Etats-Unis et de l'Otan pour la guerre avec la Russie, poursuit le texte. Les vingt-neuf membres de l'Otan représentent désormais plus de la moitié des dépenses militaires mondiales, relève le Sipri.

Sous Obama et maintenant Trump, Washington a fait pression sur ses alliés européens pour pousser leurs dépenses militaires encore plus haut. Le nouveau gouvernement allemand s'est engagé à presque doubler ces dépenses à 2% du produit intérieur brut d'ici à 2024, tandis que le président français, Emmanuel Macron, prévoit d'augmenter les dépenses militaires de 35%. Ce dernier a appelé à la réintroduction du service militaire. Dans tous ces pays, le réarmement s'est accompagné d'une attaque contre les programmes sociaux et le

niveau de vie des travailleurs, d'après l'étude.

## Une baisse observée en Russie

Par contre, la Russie a connu l'une des plus grandes baisses annuelles de dépenses militaires, chutant de 20% par rapport à 2016, ce malgré la campagne américaine contre ce pays, explique l'étude, dépensant 66,3 milliards de dollars pour la défense en 2017, un peu plus d'un dixième de ce que les Etats-Unis dépensent. L'Arabie saoudite, un allié clé des Etats-Unis, a remplacé la Russie en troisième place, dépensant 69,4 milliards de dollars en 2017, soit 10% de sa production économique annuelle pour la défense, le deuxième pourcentage le plus élevé au monde.

L'Asie et l'Océanie ont vu leurs dépenses militaires augmenter de façon inégale pendant vingt-neuf années consécutives. La région a été témoin d'une importante concentration militaire dans le cadre du « pivot vers l'Asie » d'Obama qui se poursuit sous Trump. La course aux armements dans la région va s'accélérer avec l'Inde, dirigée par le gouvernement de Narendra Modi, initiant des plans d'expansion et de modernisation des forces militaires du pays pour préparer la guerre avec la Chine et le Pakistan. Le Japon se remilitarise à son tour. Des niveaux records de dépenses militaires s'accompagnent d'une concentration toujours plus grande de la richesse entre les mains des milliardaires, de l'intégration des sociétés qu'ils contrôlent avec l'appareil d'Etat, d'un assaut sur le niveau de vie de la classe ouvrière et de l'érosion des droits démocratiques, dont la censure des voix socialistes et anti-guerre sur internet.

Noël Ndong

## PÈLERINAGE

## Trois cent cinquante musulmans congolais s'envoleront pour la Mecque

La participation de la délégation congolaise a été confirmée, le 7 mai à Brazzaville, par le vice-président du Conseil supérieur islamique du Congo (CSIC) et directeur national de la presse islamique, El Hadj Youssouf Ngolo.



El Hadj Youssouf Ngolo/Adiac

Un quota de trois cent cinquante musulmans congolais prendra part, cette année, au pèlerinage à la Mecque au terme du ramadan. Le comité national de pèlerinage mis en place par le CSIC a statué sur les contributions qui s'élèvent à 2 700 000 francs CFA pour le grand pèlerinage et à 1 600 000 francs CFA le petit pèlerinage. Les frais payés par chaque musulman sont justifiés par les prestations comme le transport, la nutrition, l'hébergement, l'eau, l'électricité et le carburant.

Par ailleurs, en 2017, ils étaient environ plus de deux cent cinquante musulmans congolais en pèlerinage à la Mecque. Les délégations des musulmans congolais avaient obtenu des visas pour l'Arabie saoudite en passant par les pays comme le Gabon, la Centrafrique et autres.

Au Cameroun, pays voisin du Congo, en 2017, les coûts de ce pèlerinage avaient connu une hausse de 282 000 francs CFA, ce qui avait fait passer les frais du Hajj à 2 342 000 francs CFA.

« Nous essayons de tout mettre en œuvre pour que toutes les formalités soient remplies au bénéfice des pèlerins. L'ambassade de l'Arabie saoudite qui est au Gabon a juridiction sur quatre ou cinq pays africains dont le Congo. Nous allons parfois prendre nos visas au Gabon. En prélude à ce grand rassemblement, le comité national de pèlerinage mis en place par le Conseil supérieur Islamique du Congo avait statué sur les prix », a indiqué El Hadj Youssouf Ngolo.

Rappelons que le pèlerinage à la Mecque est l'un des cinq piliers de l'islam, obligatoire à tout musulman, au moins une fois dans sa vie, s'il dispose des moyens financiers. La pratique du pèlerinage, appelée Hajj en arabe, remonte à l'an 9 du calendrier musulman, aussi appelé l'année de la délégation marquée par la révélation de la sourate Al Imran.

Fortuné Ibara

## LOCATION LONGUE & COURTE DURÉE, VOUS AVEZ TOUT COMPRIS!

LOXEA/AVIS Fleet, leader de la location de véhicules longue, moyenne et courte durée depuis plus de 20 ans, offre des solutions sur-mesure pour satisfaire les besoins de mobilité de ses clients.

[www.loxea.com](http://www.loxea.com)



**LOXEA**  
**AVIS Fleet**

CONGO  
Pointe-Noire (siège)  
13, Rue Côte Matève - BP.1110  
Tél.: +(242) 06 907 70 58

Brazzaville  
Bld Denis Sassou Nguesso - M'Pila  
BP.247  
Tél.: +(242) 06 832 04 01

## VOS BÉNÉFICES



### LES MEILLEURES MARQUES AUTOMOBILES

Profitez d'une large gamme de véhicules commercialisée par le groupe CFAO.



### UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ

Une structure dédiée et un service effectué par des professionnels. Un suivi commercial et technique à votre écoute.



### LA MAÎTRISE DE VOTRE BUDGET

Vos dépenses sont planifiées pendant toute la durée de votre contrat en LLD.



### UNE GESTION SIMPLIFIÉE ET EXTERNALISÉE

Gagnez du temps en externalisant la gestion opérationnelle de votre parc en LLD.



## NOS SERVICES



LOXEA c'est aussi :

- Un réseau à l'étranger dans 16 capitales africaines
- La franchise Avis: location courte durée partout dans le monde
- La location Transit Temporaire Peugeot & Citroën pour vos vacances

Avec LOXEA/AVIS Fleet, nos experts au service de votre mobilité

# République du Congo

MINISTRE DU PLAN DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES

Unité de Coordination du Projet

Courriel : [pstatcongo@gmail.com](mailto:pstatcongo@gmail.com)

N° Avis : AMI N°06PSTAT MANIFESTATIONS D'INTERET/DMI/C/18

## AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN INGENIEUR EN BATIMENT EN CHARGE DU CONTROLE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU COMPLEXE DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET LE CASP

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement des activités du « **Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT)** », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat : « **Ingénieur en Bâtiment en Charge du Contrôle des Travaux de construction** ».

Les objectifs assignés à ce projet sont: (i) renforcer les capacités du système statistique national à produire et diffuser en temps opportun des statistiques fiables et utiles à l'action des pouvoirs publics et à la prise des décisions ; (ii) promouvoir la demande des données statistiques.

### II. Mandat

L'ingénieur en Bâtiment est placé l'autorité du Coordonnateur du Projet. Il est sensé fournir des services professionnels sur tout le processus de travail du début de l'exécution à la phase de post-construction. Ses missions se déclinent comme suit :

#### - En matière de travaux de construction :

Le Consultant sera en charge pour le Maître d'Ouvrage, du contrôle du projet de construction de l'immeuble, de tous les travaux (gros œuvre et second œuvre) y compris la plomberie et le sanitaire; l'électricité (courant fort et faible); la sécurité incendie; l'intranet; la communication; la télé distribution; la vidéo conférence; l'affichage dynamique; la ventilation; le désenfumage ; l'aménagement extérieur embellis et fonctionnel, la conception et la mise en place d'un parking pour véhicules conséquemment etc;

De manière spécifique, le Consultant devra :

- Donner des services professionnels pour le client dont PSTAT sur tout le processus du travail du projet, commençant de l'exécution jusqu'à la phase de post-construction.
- Préparer un plan d'action pour la coordination et l'implémentation de travaux en collaboration avec le Maître d'ouvrage, la Passation de marchés et la Gestion Administrative, Financière et Comptable.
- Suivre sur le chantier pour le PSTAT l'évolution quotidienne du chantier et
- Rendre compte au Coordonnateur du PSTAT et à l'équipe du projet, en temps réel, de l'évolution du chantier.
- Représenter le Maître d'ouvrage dans toutes les descentes et les réunions de chantier. Il devra assurer la supervision efficace desdits travaux et garantir leur bonne fin avec l'appui de la firme qui est recruté et commis à la mission de surveillance et contrôle des travaux..

### III. Profil du Consultant

- Avoir un diplôme d'ingénieur ou d'architecte ou de domaine similaire (au moins Bac +5) ; avec au moins cinq ans d'expérience dans un bureau d'études ou une entreprise de construction ;

- Expérience de travail dans un bureau d'études ou une entreprise de construction (au moins 2 dans des projets de cette envergure au cours des 4 dernières années)
- Expérience de documentation/administration des contrats, opérations et documentation des coûts pour faciliter des rapports périodiques pour le client.
- Avoir au moins 05 ans d'expérience dans les infrastructures/BTP
- Etre capable de travailler en équipe
- Avoir une bonne connaissance des procédures des bailleurs de fonds dont la BM dans l'exécution des travaux
- Avoir une parfaite maîtrise de la langue française.
- Avoir de bonnes connaissances de MS Word, Ms Excel, AUTOCAD et éventuellement et des logiciels Auto desk, ArchiCAD

### IV. Durée de la mission

Le Consultant veillera à la bonne exécution et la réception technique de l'ouvrage. Il lui sera établi un contrat de 2 mois renouvelable. La tâche étant définie pour toute la durée du projet soit 12 mois. Une évaluation sera menée tous les 2 mois et, suivant les résultats de l'évaluation, il sera décidé par le Coordonnateur du PSTAT du maintien ou de l'interruption du contrat.

### V. Dossier de candidature

L'Unité de coordination du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT), invite les candidats à fournir en français sur support papier un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé à jour et concis, une lettre de motivation, la photocopie des diplômes, et une ou des attestations de travail si possible.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence de ladite mission, tous les jours ouvrables, de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

### VI. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale de juillet 2016.

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original à l'adresse ci-dessous **au plus tard le 22 mai 2018 à 16h00** et porter clairement la mention **Candidature au poste « Ingénieur en Bâtiment en Charge du Contrôle des Travaux de construction »**

A l'attention du Coordonnateur

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE, DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC1, PARCELLE 70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO. Tél : +242 22 613 31

08

## ART CULINAIRE

## L'Association femme modèle honore les mets congolais

La première édition du salon des savoirs culinaires a été lancée en partenariat avec l'Institut national de recherche agronomique, le 5 mai, à l'Institut français du Congo de Brazzaville, sur le thème « Valorisons nos mets et produits alimentaires locaux ».

Organisée sous le patronage de Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, la première édition avait pour but de permettre aux acteurs du domaine de réfléchir à la meilleure façon de vulgariser et de sauvegarder l'art culinaire congolais, de promouvoir la création culinaire ainsi que l'éducation nutritionnelle.

L'art culinaire congolais, pense Mildred Benedith Moukenga, présidente de l'Association femme modèle, est absent du paysage culinaire mondial. Pour elle, les produits du terroir sont une grande diversité. Malheureusement, leur qualité gustative est peu connue au-delà des frontières nationales. Sur ce, les acteurs culinaires doivent mettre leurs talents ancestraux afin de vulgariser leur savoir-faire et intéresser à ces recettes un public hétérogène, peu ou mal informé des réalités culinaires locales.

« Les effets collatéraux du métissage culinaire, au lendemain des indépendances, ont totalement brouillé l'originalité de nos mets et favorisé un manque

d'intérêt de la population pour certains produits, au point de penser qu'il est difficile, voire impossible, de souffler une dynamique à la production culinaire du pays. C'est ici que le génie du chef congolais est sollicité afin de construire une intelligibilité commune, c'est-à-dire faire en sorte que les produits alimentaires locaux prennent place dans le palais gustatif du consommateur étranger; soit le captiver, l'attirer et le fidéliser comme ont pu le faire le hamburger allemand, le tiep bou diem sénégalais, le chichi japonais ou le chawarma Turc », a souhaité la présidente de l'Association femme modèle.

Pour Bertrand Cochery, ambassadeur de France au Congo, la qualité de l'alimentation est le premier pas de la santé. Savoir entretenir un art du manger ensemble, c'est aussi quelque chose de grande portée sociale. Les terroirs congolais sont riches, ils ont une très grande diversité de produits, a-t-il témoigné. Cependant, a-t-il ajouté, il faut qu'il y ait des marchés, des agriculteurs qui soient encouragés pour améliorer la qualité de leurs



La photo de famille (Adiac)

produits, que ce soient les produits de la terre ou ceux de la mer. Le diplomate français a, par ailleurs, proposé au ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique d'organiser, à la prochaine édition, un concours de cuisine car, a-t-il dit, on ne peut pas hisser le niveau du goût et le faire connaître internationalement s'il n'y a pas, sur place au Congo, le développement d'un esprit critique, d'appréciation et

d'évaluation des produits locaux. Ouvrant cette première édition, le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou a salué cette initiative, tout en félicitant l'Association femme modèle et sa marraine, Raliatou Tamsir Niane Cochery, épouse de l'ambassadeur de France au Congo. « C'est l'occasion de donner de la valeur à nos mets, nos produits locaux dans toute leur diversité », a-t-il signifié.

Le ministre a assuré à l'association que le département dont il a la charge est disponible quant à l'accompagner véritablement. « Ensemble, nous allons créer les conditions pour que nous soyons tous en bonne santé. Nous devons bien manger, bien nous porter et être toujours debout ; la recherche scientifique a sa partition à jouer », a-t-il indiqué.

Rosalie Bindika



## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°002/F/2018/MPTEN/UCP-CAB-CG

### ACQUISITION DE TROIS (03) VEHICULES

Prêt N° : 2000200000001

Réf. : PROJET DORSALE A FIBRE OPTIQUE D'AFRIQUE CENTRALE (CAB)

1. Le Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique (MPTEN) / Unité de Coordination du Projet Dorsale à fibre optique d'Afrique Centrale (UCP/CAB) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour fournir trois (03) véhicules utilitaires. Ces véhicules sont à livrer au siège du projet CAB, Rue LOCKO Isaac derrière l'ambassade des Etats Unis d'Amérique, Tél : (00242) 06 835 00 41, E-mail : contact@cabcongo.com dans un délai de deux (02) mois.

2. Les candidats intéressés peuvent consulter le dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Rue LOCKO Isaac, derrière l'ambassade des Etats-Unis de 8h00 à 16h 00. Ils peuvent également l'obtenir à l'adresse mentionnée ci avant.

3. Les candidats intéressés peuvent acheter, un jeu complet du document d'appel d'offres rédigé en français, à l'adresse indiquée ci-après, moyennant paiement d'un montant non remboursable de 100.000 FCFA. Le paiement pourra s'effectuer en espèces au siège du projet CAB.

4. Les offres devront être déposées à l'adresse ci-après : Rue LOCKO Isaac derrière l'ambassade des Etats Unis au plus tard le lundi 11 juin 2018 à 16h 00. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après Rue LOCKO Isaac, derrière l'ambassade des Etats-Unis le lundi 11 juin 2018 à 16h 30.

5. Les offres doivent être valides pendant une période de 120 jours suivant la date limite de dépôt des offres.

6. Les offres doivent être accompagnées d'une garantie d'offre d'un montant de Un Million (1.000.000) FCFA. La garantie peut être libellé dans une monnaie librement convertible ou d'une garantie bancaire, délivrée par une banque agréée en République du Congo par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC).

Fait à Brazzaville le 09 mai 2018

Yvon Didier MIEHAKANDA

Coordonnateur du projet CAB

## COMMUNIQUÉ

Le directeur départemental de la Police de Brazzaville informe la population de Brazzaville et ses environs du dépôt à la morgue de l'hôpital de base de Talangai d'un corps sans vie, non identifié, de sexe masculin, âgé d'environ 10 ans, décédé des suites d'un accident de la voie publique survenu le 26 avril 2018 à 18 heures 40 minutes sur la route nationale n°2 à hauteur du châtelet bleu.

Par conséquent, il est demandé à tout parent ayant constaté la disparition d'un enfant de cet âge de se présenter dans nos services.

Fait à Brazzaville, le 7 mai 2018  
Colonel de police Jean Pierre Okiba

### LES DEPECHEES DE BRAZZAVILLE RECHERCHENT DES CORRESPONDANTS LOCAUX DE PRESSE (CLP)

Le quotidien Les Dépêches de Brazzaville recherche des personnes qui s'engagent à collaborer dans le cadre du traitement de l'actualité dans leur zone géographique de résidence à l'intérieur du Congo, en dehors de Pointe-Noire et du Kouilou où il dispose d'une agence

Les sujets d'ordre social, économique, culturel, sportif et politique sont susceptibles d'être exploités.

Des hommes et des femmes, intéressés par cette offre, peuvent contacter la Rédaction des Dépêches de Brazzaville en appelant aux numéros **06 683 62 00 / 05 707 14 91** ou nous adresser un courriel motivé à l'adresse suivante : **kangaleslie2006@yahoo.fr.**

Nous organiserons des entretiens avec les CLP retenus en fonction de nos attentes.

La période couverte par cette offre, susceptible d'être écourtée, va du 4 au 30 mai 2018. Avec notre bienveillante amitié

**La direction de la publication**

**INSTITUT  
FRANÇAIS**  
DU CONGO  
BRAZZAVILLE

## PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 07 AU 13 MAI 2018

### LUNDI 7 MAI

18h00 : Répétitions : Chœur Crédo dans le hall

### MARDI 8 MAI

18h30 : Cinéma - 50 ans de Mai 68  
Milou en mai - salle André GIDE

### MERCREDI 9 MAI

15h00 : Débat d'idées « Les jardins hydroponiques »  
par Eva Sassi - salle André GIDE

19h00 : Mercredi à la cafet'  
avec Congo Ndulé Jazz : hommage à Jeff Louna

### VENDREDI 11 MAI

17h00 : Festival de reggae Mboté Bob - sur le parvis

### SAMEDI 12 MAI

10h00 : Samedi des petits lecteurs  
Lecture, origami et vice versa

14h00 : L'heure du conte avec Jules Ferry et Müleck

16h00 : Conférence « Le lingala, hier et aujourd'hui »  
par le professeur Paul Nzete  
salle André GIDE

16h00 : Club de scrabble  
dans le hall

*Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois*

### PROGRAMME DES OBSÈQUES



La Direction générale des Dépêches de Brazzaville et l'ensemble du personnel annoncent aux amis et connaissances que le programme de l'inhumation M. Antoine Massamba, agent au service sécurité, se présente comme suit :

Mercredi 9 mai  
9h00 : levée de corps à la morgue de Makélékélé ;  
10h-11h : recueillement sur place ;  
12h00 : messe de requiem en la paroisse Saint-Kisito de Makélékélé ;  
13h30 : départ pour le cimetière de Loukanga ;  
16h00 : retour au lieu de la veillée mortuaire à la Base, derrière le PSP de l'Ombre.  
17h00 : fin de la cérémonie.

### NÉCROLOGIE

Mme Bolamigne et enfants ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur époux, père, oncle et grand père, Ange Edouard Bolamigne, survenu le 27 avril au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis à Makabandilou, derrière l'usine d'eau de Djiri, non loin de l'école Saint-François-d'Assises. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



# République du Congo

MINISTRE DU PLAN DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES

Unité de Coordination du Projet

Courriel : pstatcongo@gmail.com

N° Avis : AMI N°05/PSTAT MANIFESTATIONS D'INTERET/DMI/C/18

## AVIS D'APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN EXPERT EN SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement des activités du « **Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT)** », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat : « **Expert en Sauvegarde Environnementale** ».

Les objectifs assignés à ce projet sont: (i) renforcer les capacités du système statistique national à produire et diffuser en temps opportun des statistiques fiables et utiles à l'action des pouvoirs publics et à la prise des décisions ; (ii) promouvoir la demande des données statistiques.

### II. Mandat

L'Expert en Sauvegarde Environnementale est placé l'autorité du Coordonnateur du Projet. Il apportera un appui technique à l'Unité de Coordination du Projet dans la mise en œuvre du Projet de construction du complexe de l'Institut National de la Statistique (INS) et du Centre d'Application de la Statistique et de la Planification (CASP), et de façon spécifique dans le domaine de ses compétences. Ses missions se déclinent comme suit :

- S'assurer de la prise en compte des questions environnementales dans le processus de mise en œuvre du projet PSTAT et ce conformément au CGES et au CPR du PSTAT, et prendre toutes les dispositions pour assurer l'élaboration des documents y afférents avant la réalisation des investissements afin d'éviter les impacts environnementaux négatifs et de s'assurer de la durabilité des actions menées ;
- Veiller à la mise en œuvre des politiques opérationnelles de sauvegarde de la Banque Mondiale déclenchées dans le cadre du PSTAT, en particulier en ce qui concerne la réduction des impacts environnementaux négatifs potentiels pouvant résulter des travaux de construction du complexe INS-CASP ;
- Assurer le suivi des actions mises en place en concertation avec l'expert chargé de la sauvegarde à la Banque mondiale ainsi que le rapportage et l'appui aux mesures environnementales mises en œuvre...

### III. Profil du Consultant

- Avoir un diplôme de Master ou équivalent dans une des disciplines suivantes : Sciences de l'environnement, Développement de l'Environnement, Evaluations d'impact environnemental, Gestion des Ressources Naturelles ou dans des domaines connexes ;
- Avoir suivi des formations complémentaires dans le domaine de la gestion des impacts environnementaux ;
- Solide formation et expérience avérée en matière de sauvegardes environnementales, en particulier celles menées par les politiques de sauvegardes opérationnelles de la Banque mondiale, ainsi que les réglementations et les politiques nationales du Congo, y compris l'aptitude à identifier, analyser et à participer à leur mise en œuvre ; une expérience dans la mise en œuvre des mesures de

- Posséder une expérience de terrain d'au moins cinq (5) ans dans le domaine de la gestion des déplacements et restrictions d'accès des populations aux ressources naturelles (analyse des impacts environnementaux, suivi des indicateurs environnementaux, information des populations, etc.) ;
- Expérience opérationnelle d'au moins 3 ans en directives et politiques opérationnelles de sauvegarde sociale des bailleurs de fonds et de préférence la Banque Mondiale ;
- Connaissance des nouveaux critères de performance de la Banque mondiale en matière de sauvegardes environnementales ; bonne connaissance des évaluations environnementales ;
- Expérience sur la prise en compte de la santé, la sûreté et la sécurité en ce qui concerne la gestion des chantiers de construction ;
- Posséder une expérience significative dans la prévention et le règlement des conflits dans le cadre des projets environnementaux et/ou de développement rural ...

### IV. Durée de la mission

La durée du contrat est d'une (1) année renouvelable dans les limites de la durée du projet à l'issue d'une évaluation des prestations jugée satisfaisante et suivant état des besoins du Client.

### V. Dossier de candidature

L'Unité de coordination du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT), invite les candidats à fournir en français sur support papier un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé à jour et concis, une lettre de motivation, la photocopie des diplômes, et une ou des attestations de travail si possible.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence de ladite mission, tous les jours ouvrables, de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

### VI. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale de juillet 2016.

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires dont un original à l'adresse ci-dessous **au plus tard le 22 mai 2018 à 16h00** et porter clairement la mention **Candidature au poste «Expert en Sauvegarde environnementale »**

A l'attention du Coordonnateur

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE, DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC1, PARCELLE 70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO. Tél : +242 22 613 31

08

## COOPÉRATION

# La France va financer au Congo des projets à hauteur de 300 000 euros

**Le lancement du programme Piscca (Projets innovants des sociétés civiles et coalition d'acteurs) d'aide à la société civile a fait l'objet, le 8 mai, d'une conférence de presse animée conjointement par Michel Pré, conseiller de coopération, et Gabrielle Gathala, chargée de mission de la société civile de l'ambassade de France.**

Au total, une douzaine de projets sera financée par le service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France au Congo, à travers le programme Piscca qui vise à favoriser le renforcement, la structuration et la professionnalisation des organisations issues de la société civile congolaise. Le programme a pour objectifs, entre autres, d'encourager des projets de développement local pérennes ; de promouvoir les initiatives innovantes portées par la société civile ; de renforcer les capacités des personnes bénéficiaires des projets et des organisations de la société civile ; etc.

« L'appui à la société civile fait partie d'une longue tradition d'intervention de l'ambassade de France, de la coopération française et de l'Agence française de développement. L'idée est que cette société civile, une fois renforcée dans ses capacités, soit un interlocuteur dans le dialogue avec les autorités et autres par-

tenaires », a expliqué Michel Pré. Au cours de la présentation des Piscca, la chargée de mission, Gabrielle Gathala, a énuméré quelques critères à remplir. En effet, les organisations de la société civile congolaise qui souhaitent bénéficier d'un appui des Piscca doivent répondre à un appel à projet ; respecter des critères d'éligibilité stricts ; trouver un cofinancement d'au moins 10% et être sélectionnées par un comité composé de différents acteurs. L'ambassade de France ne finance les projets qu'à hauteur de 90%. Des procédures à suivre...

Gabrielle Gathala a, en outre, expliqué la procédure à suivre, dès que l'appel à projet sera publié. La première étape, a-t-elle indiqué, consiste à télécharger, à remplir le formulaire de demande de subvention Piscca sur le site internet de l'ambassade de France et à la renvoyer à l'adresse demandée. La seconde étape est réservée à l'analyse des dossiers retenus par

un comité de sélection, composé de représentants des institutions françaises et congolaises, des partenaires techniques et financiers ainsi que de la société civile. La décision finale revient à l'ambassade de France.

Pour l'année 2018, quatre thèmes ont été privilégiés : favoriser l'entrepreneuriat agricole, le développement local ainsi que les activités génératrices de revenus liées à une exposition forestière durable ; favoriser l'accès aux services de base pour la population en matière d'éducation ; encourager le dialogue politique, le respect des droits humains et la promotion de la citoyenneté ; enfin lutter contre les changements climatiques. Les projets ayant une forte dimension, du genre soutien à la jeunesse et aux personnes les plus marginalisées, seront privilégiés. L'organisation de la société civile sélectionnée doit également remplir certains critères : totaliser au moins deux ans d'existence légale ; avoir un caractère de développement social, économique ou de lutte contre la pauvreté ; prévoir les conditions de pérennisation des activités au-delà du financement, etc.



Michel Pré et Gabrielle Gathala répondant aux questions des journalistes. Crédit photo Adiac

Ne peuvent être financés : des opérations de prestiges ou de simple opportunité sans but économique ou social défini ; des actions humanitaires ou d'urgence ; l'équipement et le fonctionnement de services administratifs ou d'associations, surtout lorsque leur financement ne s'inscrit pas dans un véritable projet ; des actions ponctuelles (bourses, etc.). Le programme Piscca succède au Fonds social de développement

(FSD) et prend la suite du Fonds d'appui aux sociétés civiles du sud (FASCS) 2013-2019, mis en place par l'ambassade de France entre juillet 2013 et juillet 2016, qui avait permis de financer dix-sept projets au Congo. Cent neuf projets au total ont été financés par la France depuis 1999, à travers le FSD et le FASCS, pour un montant de 5 930 000 euros.

Yvette Reine Nzaba

## INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE

## La suite du projet pont route-rail sur le fleuve Congo confiée à Africa 50



Les membres du gouvernement (à droite) et les experts de la BAD lors de la réunion. Photo Adiac

**Le projet a fait l'objet, le 8 mai à Brazzaville, des échanges entre le gouvernement et une délégation de la Banque africaine de développement (BAD), conduite par Jean Kizito Kabanguka.**

La réunion technique entre les experts de la BAD, de la CEEAC et les six ministres représentant le gouvernement congolais leur a permis de faire le point de deux projets intégrateurs financés par la BAD et initiés dans le cadre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad).

Le premier type de projet débattu a concerné la construction en vue du pont route-rail sur le fleuve Congo, reliant Brazzaville et Kinshasa. A ce propos, les trois parties ont voulu donner une nouvelle impulsion à ce projet, en le confiant à Africa fifty, un fonds créé par la BAD pour financer les infrastructures dans la sous-région d'Afrique Centrale.

« La réunion de ce matin avait pour objectif de confier le projet route-rail à un développeur qui s'appelle Africa 50. Elle a pour

mission de conduire ce projet jusqu'à sa bancabilité, en vue de constituer un partenariat public-privé avec un partenaire qui sera choisi pour la construction de l'ouvrage », a précisé le président du Comité technique interministériel, Oscar Otoka. Au cours des échanges, le ministre de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux, Jean Jacques Bouya, a relevé la nécessité d'intégrer, dans le projet, la construction des raccordements. Pour le cas du Congo, il s'agira de relier cette route à la nationale numéro 1, au carrefour de Yié, à Ignié, sur trente-trois kilomètres. « Il y'a le pont route-rail à construire mais aussi les raccordements à prendre en ligne de compte, parce qu'aucun concessionnaire ne peut prendre une infrastructure non raccordée », a souligné Jean-Jacques Bouya.

Le second projet évoqué par le gouvernement et ses partenaires implique la construction d'une route moderne, appelée "Corridor treize", devant relier Brazzaville à N'Djamena, au Tchad, en passant par la République démocratique du Congo et Bangui, en République Centrafricaine, sur plus de 1200 km. En ce qui concerne le Congo, a précisé le président du comité interministériel, le gouvernement a privilégié, pour le premier tronçon, la construction de la route Ouesso-Pokola, y compris le pont sur la rivière Sangha.

Tous ces projets seront à nouveau revus lors d'une table ronde tripartite qui se tiendra en septembre prochain. Ont été aux côtés de Jean Jacques Bouya, les ministres des Finances, Calixte Nganongo ; du Plan, Ingrid Olga Ebouka Babackas ; de l'équipement et l'entretien routier, Emile Ouosso ; ainsi que des Transports et de l'aviation civile, Philippe Dimou.

Firmin Oyé

## SANTÉ PUBLIQUE

## Des infirmiers satisfaits des échanges sur le lavage des mains

**Lancé le 2 mai, le séminaire sur l'hygiène des mains en milieu hospitalier a pris fin le 5 mai, au Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville.**

Durant quatre jours, les infirmiers venus des Centres de santé intégrés de Kinsoundi, Jane Viale, Plateaux des 15 ans, Bisssita et des hôpitaux de base (Bacongo, Makélékelé et Mfilou-Ngamaba) ainsi que du CHU ont appris des méthodes de lavage des mains et de lutte contre les infections nosocomiales. Cet atelier de formation, organisé par le groupe Sigma, avec un appui du ministère de la Santé et de la population, consistait à contribuer à la promotion de la santé, afin d'améliorer la qualité, l'hygiène et la sécurité des soins.

**« On ne peut pas admettre que le malade qui est hospitalisé pour le paludisme en sort avec la tuberculose. La réalité montre que les infections nosocomiales sont à l'origine de plusieurs décès. A ce titre, notre pays a l'obligation de promouvoir l'hygiène hospitalière ».**

Content des nouvelles notions et pratiques apprises lors de cette formation, l'un des bénéficiaires a noté que le lavage des mains est un élément capital pour un agent de santé. Il a, cependant, regretté le fait que l'eau ne coule pas tous les jours.

Bertille Kouilou a, pour sa part, remercié les organisateurs en ces termes : « Avant ce séminaire, il y avait des choses que nous négligions, telles que le lavage des mains. Les formateurs nous l'ont appris, insistant sur le fait qu'on ne peut pas partir d'un patient à un autre sans se laver les mains. C'était le point crucial de notre séminaire. Nous devons utiliser la solution hydro-alcoolisée après avoir séché les mains. Ce séminaire était très bénéfique tant pour nous infirmiers que pour nos patients car, cela va diminuer des infections nosocomiales ».

Pour Lambert Talani-Nsoukakouela, attaché à la santé et aux affaires sociales près l'Assemblée nationale, « les hôpitaux congolais ne reflètent pas la réalité de la santé, parce qu'il y a des maladies transmissibles qui s'y développent ». Il a poursuivi qu'« on ne peut pas admettre que le malade qui est hospitalisé pour le paludisme en sort avec la tuberculose. La réalité montre que les infections nosocomiales sont à l'origine de plusieurs décès. A ce titre, notre pays a l'obligation de promouvoir l'hygiène hospitalière ».

Au sortir de cet atelier, tous les participants ont convenu que ce genre de formation contribue à l'amélioration de l'état de santé de la population.

Rude Ngoma, stagiaire

## CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DE HANDBALL

## L'AS Cheminots et Atlantic entrent en compétition

Les deux formations se sont affrontées, le 5 mai au stade Enrico, en version féminine.

La quatrième journée du championnat de la ligue de Pointe-Noire a été marquée par l'entrée en compétition de deux équipes féminines, notamment l'AS Cheminots et Atlantic, qui se sont ajoutées à Patronage et Banco sport en attendant que la cinquième équipe dames, Tié-Tié, n'emboîte le pas.

En effet, au cours des trois rencontres programmées en l'honneur du président de la Fédération congolaise de handball, Jean Claude Ibovi, Cheminots a pris le dessus sur Atlantic en s'imposant 34 à 26. En première période, les deux équipes se sont séparées sur le score de 16 à 15 pour l'AS Cheminots qui a confirmé sa suprématie en seconde partie face à la benjamine



des équipes pointénoises qui joue sa troisième saison.

À l'issue de cette rencontre,

l'entraîneur de l'AS Cheminots, Jonas Yamba, a félicité ses filles qui ont fait une belle entrée en

Une phase du match entre l'AS Cheminots et Atlantic/Adiac

compétition malgré quelques erreurs observées. « Nous emboîtons le pas très en retard

pour plusieurs raisons mais, le plus important était de gagner les premiers points, c'est un bon départ. Nous n'allons plus nous arrêter », a-t-il assuré. Outre cette rencontre féminine, deux autres matches se sont joués en version masculine, Asoc s'est imposé face à CTAHB, 31-25. Patronage messieurs qui jouait sa deuxième journée a battu l'AS Cheminots sur le même score et prend momentanément la tête du championnat. Soulignons que la compétition se poursuivra le week-end prochain dans les deux versions sous la supervision du premier vice-président de la Ligue départementale de handball de Pointe-Noire, Fulgence-François Kimbouala.

Charlem Léa Legnoki

## TOURNOI DES TRAVAILLEURS

## Pas de finale des dames

Débuté le 6 avril, la compétition organisée par la Ligue de sport du travail de Pointe-Noire s'est achevée, le 5 mai, au complexe sportif. Au football, Ilogs l'a emporté treize tirs aux buts à douze contre Soco après un score nul de zéro but partout à l'issue du temps réglementaire, tandis que la finale du nzango n'a pas eu lieu.

Le tournoi a été organisé dans le cadre de l'ouverture de la saison sportive 2017-2018. Il a connu la participation de cinq équipes messieurs au football et dix équipes dames au nzango. En finale messieurs, Ilogs a tiré son épingle du jeu avec treize tirs aux buts réussis contre douze pour son adversaire, après un score nul à l'issue du temps réglementaire.

Cependant, au nzango, la finale de l'épreuve n'a pas eu lieu à la suite d'une faute technique intervenue la veille entre deux demi-finalistes, à savoir l'équipe de la Coraf et USP. Face à l'incapacité de la Ligue d'appliquer le règlement qui stipule qu'en cas d'une faute technique entre deux joueuses pendant une phase de jeu, les arbitres du match sanctionnent les deux joueuses en action et le jeu se poursuit. Mais les arbitres ont peiné à convaincre l'équipe de la Coraf. Ils ont été contraints d'arrêter le match qui était à son dernier jeu alors que les deux équipes étaient à égalité de quarante pieds. La Coraf n'avait plus que trois joueuses et USP six pour terminer le match. L'équipe d'Ilogs étant la seule finaliste, il n'y a plus eu de finale. Cet échec devrait servir de leçon à la Ligue de sport du travail de Pointe-Noire pour les compétitions à venir.

Charlem Léa Legnoki

## Rectificatif

Dans notre parution du 7 mai 2018, n° 3 211, rendant compte de la deuxième session du comité de gestion de l'hôpital de Loandjili, à la page 15, nous avons écrit que les travaux ont été dirigés par le Dr Yolande Boumbo Matoumona, lire plutôt le Dr Yolande Voumbo Matoumona.

**VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO**

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES CÉRAMIQUES MUSIQUE

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Gusso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

## CHAMPIONNAT D'AFRIQUE MILITAIRE DE BASKETBALL

# L'OSMA et le Congo signent un accord sur l'organisation de la première édition

La compétition dénommée « Trophée Denis-Sassou-N'Guesso » regroupera, du 11 au 19 juin à Brazzaville, les forces armées de dix pays africains, notamment l'Algérie, l'Angola, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Kenya, le Sénégal, le Maroc, le Zimbabwe et le Congo, pays hôte.

Le protocole d'accord signé le 8 mai entre le ministre de la Défense nationale, le général Charles Richard Mondjo, et le président de l'Organisation du sport militaire en Afrique (Osma), le colonel David Kabré, attribue officiellement la tenue du 1er Championnat d'Afrique militaire de basketball (Cambasket) au Congo. Selon le Burkinabé David Kabré, cette première édition constitue, à n'en point douter, une plate-forme de rassemblement des sportifs militaires africains dans une communion de fraternité et de partage.

« Les activités physiques militaires et sportives, telles que perçues par les pères fondateurs du CISM et de l'Osma, poursuivent les objectifs de développement équilibré et harmonieux des personnels militaires et contribuent à l'effort global de la paix en développant les idéaux de fraternité, d'hospitalité, d'intégration et d'entente mutuelle qui caractérisent les forces armées africaines, idéaux qui sont chers à nos dirigeants africains pour le développement économique et l'émergence de notre cher conti-

ment », a rappelé le président de cette organisation panafricaine.

Il a également souligné que par le biais de ces idéaux prônés à travers des compétitions ou rencontres sportives, l'Osma se donne, comme objectifs stratégiques, entre autres, la promotion de l'interaction régulière plus étroite, l'esprit de corps et le panafricanisme entre les militaires des pays membres. A cela, s'ajoute le renforcement de la paix régionale, continentale et mondiale, conformément à ses statuts. Le ministre Charles Richard Mondjo a, de son côté, rappelé que l'organisation de la première édition du Cambasket au Congo est le fruit d'une longue histoire combinant passion et persévérance. En effet, le pays y travaillait depuis le 18 septembre 2011. Il a, par ailleurs, indiqué que le Cambasket ne sera pas la première compétition organisée par le Congo qui a abrité, en 1973, le Championnat du monde de football militaire, à l'époque du Conseil international du sport militaire (CISM).

« Le 1<sup>er</sup> Cambasket réunira les forces armées de dix pays qui joueront dans un esprit d'amitié, avec en ligne de mire, de remporter le trophée dénommé Denis-Sassou-N'Guesso. Cette prestigieuse perspective donne à l'instant présent toute sa beauté et sa magnificence, en ce qu'il permettra solennellement la tenue prochaine de ladite compétition le 11 juin 2018 », a



Photo de famille

renchéri le ministre de la Défense nationale, précisant que le Congo écrira une fois de plus, à travers la tenue de cette compétition, son nom et affirmera son rôle de précurseur dans l'organisation des événements sportifs sur le continent, à l'instar des premiers jeux africains de 1965.

Notons que cette cérémonie qui s'est déroulée en présence du ministre des Sports et de l'éducation physique, Hugues Ngouelondélé, et du haut commandement de la force publique, a été marquée par la remise officielle du symbole du Cambasket au Congo.

Parfait Wilfried Douniama

## Le président de l'Osma impressionné par la qualité des infrastructures

« Les sites de compétition et d'hébergement que nous avons visités sont au-delà de nos attentes », a fait savoir le colonel burkinabè, David Kabré, président de l'Organisation du sport militaire en Afrique (Osma) à l'issue de la visite, le 8 mai à Brazzaville, des infrastructures qui abriteront la compétition continentale le mois prochain.

La ronde du président de l'Osma a débuté au gymnase Maxime-Matsima (Makélé-kélé) avant de la poursuivre à D'Ornano, Etienne-Monga (Ouenzé) et à Kintélé où seront logées les délégations attendues à Brazzaville pour la première édition de la Coupe d'Afrique militaire de basketball, dénommée Trophée Denis-Sassou-N'Guesso, du 11 au 19 juin. Le Maroc, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Kenya, la Guinée Conakry, le Cameroun, l'Angola, le Mali, l'Algérie figurent parmi les pays ayant déjà confirmé leur participation.

« Pour cette première édition de la compétition, nous n'avons pas organisé un tournoi qualitatif pour que le maximum de pays y participent », a expliqué le président de l'Osma en conférence de presse tenue après

la visite des infrastructures, saluant le fait que le Congo est en train de tout faire pour la réussite de ce rendez-vous sportif malgré sa situation

économique difficile.

Sur la portée de cet événement sportif, David Kabré a expliqué qu'elle permettra, entre autres, le rapprochement des armées et l'intégration africaine de celles-ci. Abondant dans le même sens, le secrétaire général de l'Osma, le capitaine de frégate

Pierre Djendola, a souligné que la structure participe à l'effort de paix, à la promotion des idéaux d'amitié et de fraternité à travers le sport militaire. Selon lui, le Congo a été choisi pour son engagement dans le maintien de la paix. C'est pour la même raison, a-t-il poursuivi, que cette Coupe

africaine des nations (CAN) militaire de basketball porte le nom du président congolais, Denis Sassou N'Guesso. « Cet homme d'Etat est très engagé pour la paix et l'intégration africaine », a déclaré le secrétaire général de l'Osma.

Par ailleurs, le chef d'état-major de la marine congolaise, le capitaine de vaisseaux René Nganongo, a, quant à lui, indiqué que la CAN militaire de basketball, qui se disputera à Brazzaville dans un mois, prouve que l'armée participe activement à la démarche visant à développer le sport de haut niveau.

Pour l'heure, l'équipe nationale congolaise de basketball poursuit sa préparation afin de répondre aux attentes du public sportif national. La compétition sera âprement disputée, quand on sait que les pays attendus ont aussi l'ambition de remporter la toute première édition de cette CAN militaire.

Rominique Makaya



La délégation de l'Osma visitant les gymnases (Adiac)